

UNIVERSITY OF TORONTO



3 1761 01730645 7

Minchev, Ivan Mikhail
La Serbie et le mouvement
national bulgare

D
651
M3M55





AMERICAN COMMISSION

NEGOTIATE PEACE

THE LIBRARY

gift.

N° 5

BIBLIOTHÈQUE DES PEUPLES BALKANIQUES

lv. Mich. MINTSCHEW

//

La Serbie

et le

Mouvement national bulgare



PRIX : FR. 2.

Lausanne

Librairie centrale des Nationalités

Rue Caroline

1918

telegraph

LIBRARY
DUPLICATE
SURPLUS - 3
CONGRESS



lv. Mich. MINTSCHEW

La Serbie

et le

Mouvement National Bulgare



Lausanne

Librairie centrale des Nationalités

Rue Caroline

1918

L. 1918

□ 1661
'M 3 M 55
COPY 2



1901

PRÉFACE

« Le voleur attrapé et puni » : voilà le titre que l'on pourrait donner à l'histoire de la politique extérieure serbe, en vue de l'extension de la Serbie vers les contrées situées au sud et à l'est de cette dernière, si, toutefois le vol avait en politique le sens qui lui est attribué dans le Code pénal et s'il existait une sanction des crimes commis contre le droit des gens.

Cependant, l'histoire a sa morale. Il y a en elle une tendance à laisser triompher les idées de droit, d'ordre et de justice. Souvent cette force intime demeure longtemps à l'état latent, mais elle éclate un beau jour sous forme de guerre ou de révolution.

Au moment même où les convoitises criminelles des Serbes se donnaient carrière par la politique de l'Etat et dans l'aveuglement d'un mouvement national, la force historique appelée à amener dans le conflit serbo-bulgare le triomphe de la morale et la sanction du droit, se développait en Bulgarie.

Tandis que les convoitises serbes étaient artificiellement éveillées par la propagande d'aventuriers de la politique et de l'intelligence, et se trouvaient étayées par la nécessité impérieuse, pour la Serbie, d'une issue vers la mer, en Bulgarie la poussée vers la Macédoine était la manifestation d'un instinct organique, l'expression d'un violent amour et d'une infinie compassion pour le frère opprimé ainsi que de la nostalgie du foyer occupé par l'étranger, la projection d'un attachement profond autant qu'inconscient, naturel autant qu'irréductible, celui de la mère pour l'enfant, chair de sa chair et sang de son sang. Ici, aucun calcul, aucune arrière-pensée.

Nous considérons comme une folie les efforts des Serbes pour prouver au monde que la Macédoine était serbe. Jusqu'en 1913, à peu d'exceptions près, personne chez nous ne jugeait nécessaire d'engager des polémiques à cet égard avec les agents serbes, ni de plaider notre cause au près de l'opinion publique européenne. La catastrophe de l'année 1913 nous a appris qu'il ne suffisait pas pour nous de « sentir » la Macédoine bulgare, mais que nous devons bien plutôt nous pénétrer de cette vérité de façon consciente pour pouvoir, à forces égales, la défendre par la parole aussi bien que par les armes et pour pouvoir puiser l'énergie nécessaire à l'accomplissement de notre devoir patriotique à cette double source d'une volonté indomptable, à savoir : le cœur et l'esprit.

Il est nécessaire pour nous de connaître l'histoire de nos relations avec les Serbes dans le passé, afin que nous sachions régler celles-ci à l'avenir.

Il est indispensable que nous dévoilions au monde la vérité avec la conviction déterminante qui résulte de l'histoire sous l'égide de la logique impartiale des réflexions d'observateurs étrangers sur les relations serbo-bulgares.

En ce qui nous concerne, nous serions trop flatté que la présente brochure pût y contribuer quelque peu.

L'AUTEUR.

Les mouvements nationaux dans la péninsule des Balkans.

En mars 1830 une commission turco-russe se trouvait en Serbie pour le tracé des frontières de l'Etat à demi indépendant nouvellement proclamé. « Les plénipotentiaires russes, écrit Cunibert *), étaient des jeunes gens intelligents, cultivés, ayant de bonnes manières; ils apprirent vite la langue serbe, qu'ils parlaient à la perfection. A la tête de la délégation turque se trouvait un homme grossier, sacrifiant aux plaisirs les plus bas qui, soudoyé par Milosch, céda sur tous les points. Tandis que les commissaires russes parcouraient montagnes et forêts et établissaient les frontières du pays, Hadji Kian demeurait dans ses confortables appartements en fumant tranquillement son narghilé, sans se casser la tête à conserver au Padischah un kilomètre de plus ou de moins de territoire. Les jeunes officiers russes par contre, zélés au travail, surmontèrent rapidement toutes les difficultés et la Serbie se vit attribuer une contrée notablement plus grande, quoiqu'en plus d'un endroit la population s'opposât, les armes à la main, au passage des commissaires. »

Le firman de l'année 1830 cédait à la Serbie les six districts de: Kraïna, Timok, Paratschin, Kruschevatz, Starivlaschki et du Danube. En réalité, on ne remit à la Serbie qu'une partie de ces régions, la Porte n'ayant pas admis les procès-verbaux de la Commission de délimitation dans

*) *Cunibert* Essai historique, 1885, t. I, pp. 307 et 308 (Cf. Nil Popoff, *Rossia i Serbia*, 1869. t. I, p. 234 (en russe).

toutes leurs parties. Pour obtenir le territoire que les traités lui avaient cédé, Milosch dut s'engager avec la Porte dans de longues négociations au cours desquelles la « cavalerie de St-Georges » donna largement. Un peu plus tard, il sut de nouveau mettre à profit la situation embarrassée de l'Empire gravement menacé en Egypte, en Albanie et en Epire par des soulèvements qu'il avait fréquemment déchainés ou encouragés.

La Serbie et la Grèce réussirent presque en même temps, de longues années avant la Bulgarie, à s'organiser en Etats indépendants, cela grâce à une situation géographique pleine d'avantages.

La prétendue renaissance tardive de notre pays n'y est donc pour rien. Les tentatives d'affranchissement, au contraire, ne manquèrent pas. Elles commencèrent dès le lendemain de l'asservissement. Au commencement du XIX^{me} siècle les insurrections en Bulgarie n'étaient pas rares au moment même où les mouvements nationaux conscients commençaient à se dessiner dans l'Empire Ottoman. Mais un rapide coup d'œil sur la carte suffisait à montrer au Bulgare que sa patrie ne pouvait être libérée qu'après la Serbie, la Roumanie et la Grèce. Vouloir s'émanciper avant, c'était s'exposer à une lutte inégale servant surtout à l'affranchissement des autres. Se rendant bien compte qu'il aurait la liberté le jour où les Roumains, les Grecs et les Serbes commenceraient à en jouir, le peuple bulgare a toujours suivi avec une sympathie non déguisée les mouvements nationaux de ses voisins. Ses propres haïdouks et ses propres révolutionnaires accouraient se battre aux côtés de ceux-ci et verser leur sang pour la grande cause. Dès l'année 1821, le mouvement des hétéristes valaques et la campagne d'Ipsilanti furent soutenus par la plupart des Bulgares.

Lors des révoltes grecques, des milliers de Macédoniens accoururent sous les drapeaux des insurgés et répandirent leur sang pour la liberté

hellénique*). Au nombre des héros les plus en vue de ces mouvements figure une longue liste de noms bulgares. Les exploits de certains d'entre eux sont célébrés dans les chants nationaux grecs d'un même trait que ceux des héros grecs. L'insurrection grecque de 1827 fut immédiatement populaire en Bulgarie sous le nom de « zavera » (conspiration). Y prirent part parmi les Bulgares connus : Hadji Hristo, de Stara Zagora, en qualité de chef de la cavalerie bulgare ; Hadji Steftcho, d'Okhrida, comme voïvode de l'infanterie bulgare et surtout Marko Bojar, de Voden, dont les grecs hellénisèrent le nom en Marko Botzaris**), sous lequel il a glorieusement passé à la postérité. Chez les historiens grecs eux-mêmes il est fait mention de bon nombre de héros Bulgares des insurrections grecques.

Les hauts-faits de Kara-Georges, ainsi que les insurrections postérieures des Serbes enthousiasmèrent les vaillants volontaires de la montagne bulgare, qui, avec l'ardeur, la vaillance d'autours, volaient au combat où, comme fous de la liberté si longtemps souhaitée, ils mouraient pour le « frère », héroïquement, le sourire aux lèvres.

Voulant mettre à profit ce fétichisme du Bulgare pour l'idée de liberté, Serbes, Grecs et Roumains, dès les premières années de leur soulèvement national se mirent à parcourir en agitateurs les territoires bulgares, recrutant des hommes pour leur cause et préparant le terrain à un futur agrandissement de leurs Etats devenus indépendants. Les Grecs traçaient jusqu'aux pentes des Balkans les frontières d'un nouveau grand Empire Byzantin ; certains même, doués d'une imagination plus fantaisiste, allaient jus-

*) Dr. B. Roth. Geschichte der christlichen Balkanstaaten. Leipzig 1917.

**) Cyprien Robert. Les Slaves de la Turquie, p. 302 : « L'un de ces Slaves, Botchar, né à Vodena, émigré au Mont Soulion, est devenu célèbre dans toute l'Europe sous le nom grec de Botzaris ».

qu'au Danube. Les Serbes, eux, voyant dans les Bulgares un peuple de même race, susceptible d'être assimilé, rêvaient d'une Grande Serbie et du Royaume de Douschan. Les Grecs mettaient à profit l'organisation ecclésiastique laissée entre les mains du Patriarche de Constantinople, tandis que les Serbes invoquaient l'affinité de race et de langage. Et c'est ainsi que, gagné beaucoup plus tard à l'idée nationale, le réveil national du peuple bulgare était aussi, au commencement du XIX^{me} siècle, moins avancé que celui de ses voisins. Il s'insurgeait contre le régime turc, parce qu'il y voyait une complète négation de la liberté, ainsi qu'un obstacle à la civilisation et au progrès européens. Il oubliait sa nationalité, fréquentait les écoles grecques, parce que avide de s'instruire et donnait l'hospitalité aux agitations révolutionnaires des Serbes, parce que amoureux de l'indépendance.

La domination turque avait figé sous une forte couche de glace séculaire, les éléments ethniques des Balkans. Les idées humanitaires du XVIII^{me} siècle y projetèrent les rayons de leur chaleur; la fonte vint et avec elle le mouvement. Pour les raisons que nous avons fait ressortir dans le rapide exposé historique ci-dessus, le mouvement commença par les provinces situées aux confins de l'Empire ottoman. Voilà pourquoi tant d'eaux de la fusion des glaces ethniques bulgares durent se déverser dans les courants chauds avoisinants.

Ce ne fut pas le seule raison. La population bulgare se trouvait sur la route des armées turques qui allaient étouffer les fréquentes émeutes de Serbie, de Grèce et de Roumanie. Et, à cette époque, le Turc ne faisait pas de distinction entre les nationalités; il n'y avait pour lui que des rayas « roum milletî ». La haine et la soif de vengeance causées par tout mouvement d'insurrection en Serbie, en Grèce ou en Roumanie

retombait sur la tête des Bulgares. Il en était de même pendant les guerres russo-turques qui valurent aux Roumains, aux Serbes et aux Grecs l'indépendance politique et ne laissèrent aux Bulgares que foyers détruits, villages anéantis et territoires abandonnés.

Pendant les guerres de 1806, 1811, 1829, 1852, 1854, les Bulgares affluèrent dans les rangs des armées russes, et au départ de ces dernières, ils fuyaient avec elles, s'expatriant en masse pour s'installer en Bessarabie, à Braïla, Galatz, Bucarest et Kralévo *).

Le premier éveil de la conscience nationale fut l'œuvre de Païssy, moine du Mont Athos, qui écrivit en 1762 son Histoire slovéno-bulgare. Il révéla le brillant passé du peuple bulgare, l'invitant à en être fier et à se libérer de l'influence étrangère, spécialement de l'influence grecque. Il attira l'attention sur le caractère sacré de la langue nationale et donna les motifs du culte du passé. Son œuvre fut continuée par Sophrony, Ioury Vénéline, Apriloff, Néophyte de Rila. L'instruction prépara le mouvement religieux. Les Bulgares s'engagèrent dans la lutte pour la libération du joug spirituel du Patriarcat de Constantinople. Lutte d'une véhémence particulière en 1860 pour finir en 1870 par une victoire complète des Bulgares.

Par firman de la même année, la Sublime Porte reconnut l'Exarchat bulgare. Le Patriarcat refusa d'approuver ce firman. Le 11 mai 1872, les Bulgares, officiellement soutenus, proclamèrent l'indépendance de l'Eglise bulgare. Certains diocèses de l'Exarchat étaient déterminés par le firman lui-même; d'autres devaient l'être au moyen d'un plébiscite et cela, conformément à l'art. 10 du firman. La majorité des deux tiers de la population d'Okhrida et de Skopié (Uskub) se prononça contre le Patriarcat

*) *Georges Bousquet*. Histoire du peuple bulgare. Paris, 1909, p. 111.

et la Porte délivra les « bérats » pour la nomination d'évêques bulgares dans ces villes.

Okhrida et Scopié sont le cœur de la Macédoine. Cette victoire bulgare si inattendue, qui avait en réalité un caractère plutôt politique que religieux, troubla à la fois Serbes et Grecs, et, dès ce jour, commencèrent entre les différentes nationalités de la Macédoine les luttes qui firent naître la fameuse « Question Macédonienne ».

Pour réaliser leur unité, les Bulgares devaient désormais combattre non seulement contre le grand Empire ottoman qui renfermait dans son sein les territoires bulgares, mais encore contre deux nouveaux ennemis : la Grèce et la Serbie, déjà en possession de leur indépendance, et disposant de puissants moyens de propagande morale et matérielle. C'est surtout contre ces deux derniers adversaires que se soulevèrent l'école et l'église bulgares, tandis que les haïdouks et les comités révolutionnaires, eux, luttaient contre le régime turc.

La sympathie que l'Europe portait aux populations chrétiennes de Turquie, les intérêts économiques et politiques des grandes puissances européennes, joints au désir de celles-ci de voir la tranquillité régner dans les Balkans, étaient une garantie suffisante de l'obtention, tôt ou tard, par la Bulgarie d'une liberté dont la Roumanie, la Serbie et la Grèce bénéficiaient déjà.

Le firman de 1870 et le schisme existant entre l'Eglise grecque et l'Eglise bulgare constituaient une autre garantie que l'élément bulgare ne subirait plus l'influence religieuse et scolaire des agitateurs grecs ; mais l'agitation serbe qui se révélait faisant valoir la communauté de race, l'identité de religion, la parenté du langage, le prestige du slavisme causa dès cette époque aux meneurs du peuple bulgare de sérieuses craintes que la suite des événements justifia amplement.

II

Convoitises serbes sur territoires bulgares.

Au début de l'année 1833, à Krouchévatz, ville située dans un des districts en litige, vivaient deux riches spahis de religion musulmane, les frères Frenghevitch. Selon l'habitude du temps d'après laquelle les musulmans enlevaient les jeunes chrétiennes pour les enfermer dans leurs harems et leur faire embrasser la religion mahométane, les deux frères Frenghevitch s'emparent un beau jour de deux jolies paysannes, deux sœurs, et les enferment avec leurs femmes. Le procédé révolta la population des districts de Krouchévatz et de Paratchine. Elle se souleva comme un seul homme contre les musulmans et exerça des représailles. Milosch, qui n'attendait que cela, donna l'ordre à ses troupes de la frontière d'entrer en contact avec les révoltés, de leur procurer des armes et de les pousser contre les Turcs. De sorte que la révolte s'étendit encore et que la population turque dut s'enfuir à Lescovetz et Nisch, villes principales des pachaliks avoisinants.

Assuré du succès de l'insurrection dans les districts en litige, Milosch propose au deux pachas voisins sa médiation pour l'apaisement de l'émeute, en déclarant que s'ils font avancer leurs troupes contre les districts de Krouchévatz et de Paratchine il ne sera pas en état de retenir la Serbie entière d'intervenir les armes à la main.

Finalement il proposa un armistice au cours duquel les districts révoltés seraient gouvernés, à l'instar de celui de Starovlakh, par des assemblées spéciales, qui siègeraient dans ces deux villes et se chargeraient de l'administration de la justice et de la perception des redevances jusqu'au règlement définitif de la question par Constantinople. Ces conditions furent acceptées par les pachas. A la suite de ce succès, Milosch eut de nouveau recours aux moyens qui lui avaient réussi vis-à-vis de la Sublime Porte sans

oublier la corruption. Tant et si bien que les maires et les assemblées ne dépendant que de lui, Milosch devint le maître réel des deux districts en litige. Il s'efforça alors d'obtenir une reconnaissance formelle des résultats obtenus.

L'annexion de ces deux districts opérée, restait encore en dehors, le plus important d'entre eux, celui de Kraïna, qui se composait de ceux de Kladovo, de Négotine ainsi que des villes du même nom et d'une partie de celui de Zaïtchar. Kraïna dépendait directement d'Ada-Kalé qui, au point de vue administratif, dépendait du pacha de Vidin.

Là encore, la même histoire se répète. Milosch, profitant de nouveau des difficultés créées à la Sublime Porte par la révolte d'Ali-Pacha d'Égypte qui, à la suite d'une heureuse campagne en Syrie, menaçait Constantinople, réussit à se faire céder en bonne et due forme ce qu'il avait déjà pris en réalité.

Aux termes d'un firman de l'année 1833, il reçoit les territoires faisant partie du pachalik de Vidin et dans lesquels se trouvaient les villes de Négotine, Zaïtchar, Alexinatz et Kniajevatz. Le firman fixait les limites de ces territoires comme suit: la rive gauche du Timok jusqu'à Vrajogrntzi, et de là, jusqu'à la hauteur dite de « Toupan ». De là, la frontière allait jusqu'à la rivière de Vèsdénitza, pour ensuite se diriger en droite ligne vers le sommet de Vrchka Tchouka. De ce sommet, elle passait par Zatvoréna poliana, Ostritchéva poliana, Babine-noss, le mont de Kitka où le district de Vidin cesse et où commence celui de Belogradtchik d'après la division administrative de la Principauté de Bulgarie de l'année 1879. De cet endroit, la ligne frontière se dirigeait vers Kadis-boas et traversait Rossovit-Kamen, Sveti Nicolas et Pissana Bouka, d'où elle sortait de la montagne et courait le long de celle du sandjak de Nisch.

Kara-Georges et ses compagnons d'armes n'avaient jamais mis le pied dans ces localités. Milosch réussit enfin ainsi à annexer à son Etat

des territoires bulgares qui, comme tels, avaient pris part aux insurrections de Kara-Georges. Leur population avait cru que la liberté de la Serbie leur assurerait la leur.

C'est ainsi que la première tentative de la Serbie de s'appropriier des territoires bulgares par les moyens et méthodes de la diplomatie éprouvée de Milosch fut couronnée de succès. L'assurance serbe en fut accrue et ce fut le point de départ pour la Serbie d'un travail patient et tenace en vue d'une extension de ses frontières aux frais de l'Empire ottoman qui, en raison de sa faiblesse financière, économique et politique, n'était pas en état de résister de façon sérieuse et systématique. Bien que les aspirations nationales serbes fussent plutôt orientées vers l'est, où quelques millions de serbes pur-sang vivent sous la domination de l'Autriche-Hongrie, cependant ceux-ci ne partageaient pas les sentiments de leurs compatriotes du jeune Etat serbe : ils jouissaient d'un régime plus tranquille, plus libre et plus civilisé que celui sous lequel vivaient leurs frères de l'est. En outre la lutte avec la solide organisation politique et militaire de l'Autriche-Hongrie n'était pas aussi facile qu'avec la Turquie. Les dirigeants de l'Etat serbe élargirent leurs plans de conquête en conséquence vers l'est et commencèrent à travailler systématiquement à leur réalisation. Or, durant les premières années l'objectif fut la vallée de la Morava.

Il était nécessaire de provoquer parmi la population de la Pomoravie (vallée de la Morava) des désordres et des soulèvements. Le régime turc d'alors offrait à tout moment conditions et prétextes favorables à pareilles fins. Aussi bien, la population bulgare aspirait-elle ardemment à une vie plus libre, même sous la domination étrangère et la Pomoravie, de population bulgare, était limitrophe de la Serbie.

A l'occasion de réunions et de mariages on se rendait souvent dans les villages voisins en passant la frontière et là les Bulgares pouvaient

voir leurs frères mener une vie libre leur permettant de travailler tranquillement et de prospérer sans avoir à trembler devant des malfaitteurs turcs. En présence de cette situation, il leur était encore plus pénible de supporter les violences et les persécutions des Turcs émigrés de la Serbie de Milosch. Ces derniers s'étaient installés ici et passaient leur ressentiment sur la population chrétienne locale.

Le paysan bulgare considérait la vie d'outre-frontières comme un idéal. Mais cet idéal ne pouvait être atteint que par la réunion à la Serbie : événement qui s'était réalisé sous ses yeux pour les six arrondissements (Nahis) qui venaient d'y être incorporés. La population bulgare de Pomoravie plaçait toutes ses espérances en la dilection chrétienne du chef des Serbes. Elle lui envoyait très souvent des députations qui l'engageaient à étendre son autorité aussi sur leur région comme il venait de le faire sur le pays de leurs voisins.

Désormais les soulèvements furent aussi à l'ordre du jour dans le pachalik de Vidin comme dans celui de Nisch ; leur programme visait le mode le plus aisé de libération, à savoir : *la réunion à la Serbie* *).

En 1835, seize villages des environs de Nisch se soulevèrent ; l'année suivante l'agitation gagna également Pirot. Encouragée par la Serbie, la population se souleva, s'arma, au début de gourdins, de faux et de hâches dans l'attente d'armes de ses protecteurs. Les armes arrivèrent parfois, mais pas toujours. Milosch tira avantage de tout mouvement, soit pour élever certaines prétentions auprès de la Porte, soit pour lui proposer ses services en qualité de pacificateur **). Les soulèvements furent très cruellement étouffés. Vie et biens des paysans bulgares de Pomoravie servaient ainsi de monnaie d'appoint à la Serbie

*) *Dr St. Romanski*. Documents autrichiens sur l'insurrection bulgare de Nisch en 1841. (Publié dans le « Sbornik » de l'Académie des Sciences bulgare, t. XXVI.)

**) *Ibid.*

pour acquitter les avantages petits et grands obtenus de Constantinople.

Ce fut surtout en 1841, lors du soulèvement de Nisch, que les Bulgares eurent le plus à souffrir. Le professeur St. Romanski, qui aux archives d'Etat à Vienne a étudié les rapports contemporains de l'agent diplomatique autrichien à Bucarest, ainsi que ceux des consuls d'Autriche à Belgrade et à Galatz et ceux de l'internonce autrichien à Constantinople, nous donne d'émouvants détails sur les souffrances bulgares ainsi que sur l'attitude perfide de la Serbie.

Nil Popoff (« La Russie et la Serbie » II^e vol. p. 122-129), qui raconte l'histoire de ce premier grand mouvement révolutionnaire bulgare, ajoute que l'on trouva chez les insurgés des lettres de Milosch les poussant à la révolte. Au su de quoi la Porte exigea que Milosch quittât la Valachie et s'embarquât pour l'Italie. Néanmoins, fidèle à la politique traditionnelle de Milosch, la Serbie se donne l'air d'avoir dompté un soulèvement et s'acquiert de cette façon auprès du Sultan les sympathies auxquelles elle est redevable du bérat reconnaissant la modification survenue dans la succession au trône en faveur d'Alexandre Kara-Georgevitch.

Il va sans dire que la raison principale des soulèvements bulgares et de celui de Nisch en particulier, c'était l'arbitraire de l'administration turque. Les insurgés de Nisch demandaient l'application du hachichérif de Gulhané qui jusqu'à un certain point poursuivait la suppression de ces abus. Le soulèvement de Nisch fut étouffé au milieu de cruautés inouïes. Les atrocités turques provoquèrent l'intervention de l'Europe, qui commença à parler des Bulgares et de leurs droits. Les gouvernements russe et français envoyèrent leurs délégués pour se rendre compte sur place des plaintes des Bulgares ainsi que des cruautés commises par Sabri-Pacha, commandant de Nisch. Le gouvernement russe envoya le sénateur Kodinetz, et le gouvernement français Blanqui, membre de l'Académie française.

Blanqui *) ainsi que Kodinetz **) témoignent que l'insurrection de Nisch est Bulgare. La presse européenne, elle aussi, se mit à parler du « soulèvement bulgare » de Nisch, Pirot et Lescovetz et de la situation intolérable des Bulgares. Les revues les plus considérables et les plus influentes de France, de Russie et d'Autriche et, parmi elles, la « Revue des Deux-mondes », le « Vestnik Evropy » firent largement accueil à la défense des Bulgares insurgés de Nisch.

Indépendamment des documents des archives autrichiennes, publiés dans l'étude du Dr St. Romanski, la presse serbe de 1840 et des années suivantes, elle même, témoigne que l'insurrection de Nisch est une insurrection en territoire bulgare d'une population bulgare.

La conduite de la Serbie fut encore plus honteuse lors du soulèvement de Vidin en 1851, soulèvement que les Serbes abandonnèrent à son propre sort après l'avoir eux-mêmes provoqué.

Bien mieux il y eut trahison de la part du gouvernement serbe qui livra au gouvernement turc la lettre que les maires des arrondissements de Vidin, Belogradtchik et Lom avaient adressé au prince Alexandre Karageorgevitch pour le prier de leur donner des armes.

* * *

Le prince Michel continua ultérieurement à l'égard des Bulgares la même politique, mais modifiée en la forme, et, au point de vue de la tactique, en conformité à la situation et aux conditions nouvelles que ces derniers s'étaient déjà créées aussi bien dans l'Empire turc qu'auprès des grandes puissances européennes.

La renaissance des Bulgares commença relativement plus tard que celle des Serbes et des Grecs, la Bulgarie n'ayant été gagnée que beau-

*) *Blanqui*. Voyage en Bulgarie, Paris 1843, p. 177.

**) Conf. Le rapport de Kodinetz dans l'ouvrage du Dr Romanski « Documents autrichiens, etc. », déjà cité.

coup plus tard aux idées politiques de l'Europe dont elle était isolée ; en revanche, la renaissance n'en fit que de plus rapides progrès. Le peuple bulgare, assoiffé de civilisation, travailla à son instruction avec une ardeur surprenante pour l'Europe et inquiétante pour ses voisins. Sous ce rapport, il se distingue extraordinairement de ses voisins, les Grecs. Tandis que ces derniers avaient paru sur la scène politique du XIX^e siècle, les armes à la main, le Bulgare inaugura son réveil par l'impression de livres et par la fondation d'écoles. Les tentatives sérieuses de révolution en Bulgarie furent précédées d'une longue période d'efforts en vue de l'éducation du peuple en réveil. De telle sorte qu'il y eut en Bulgarie un foyer de lumière qui jusqu'à un certain point maintint l'équilibre entre le progrès politique et le développement intellectuel du peuple bulgare. C'est dans le caractère propre que la renaissance bulgare reçut de ce foyer qu'il faut chercher les vertus et de la mentalité du peuple bulgare et de sa volonté grâce auxquelles il repoussa le régime politique du Sultan, secoua le joug spirituel de l'Église grecque et put triompher des tentatives de conquête des Serbes, des Grecs et Roumains arrivés avant lui à l'indépendance politique.

Les écoles grecques de Bulgarie constituaient un bien plus grave danger que la tyrannie des Turcs, car elles étaient en train de dénationaliser les Bulgares. En regard d'un réseau très étendu d'écoles grecques, les Bulgares, eux, ne disposaient en 1750 que de 21 cellules souterraines de monastères où, à la dérobée, des moines de bonne volonté donnaient aux enfants un enseignement religieux qui dans une certaine mesure pouvait contribuer à l'entretien de la nationalité bulgare. En 1786, il y avait 48 de ces cellules, en 1834 leur nombre atteignait 189, dont 38 dans les villes. Si dans ces écoles primitives on enseignait la lecture de la littérature ecclésiastique slave, on enseignait, en revanche, rarement l'écriture et le calcul. C'étaient des écoles monastiques du

Moyen Age, dans lesquelles les élèves se préparaient à la prêtrise. Une nouvelle étape de l'œuvre scolaire bulgare fut marquée par les écoles élinoslaves ouvertes en certaines villes par des Bulgares partisans des Hellènes. C'est là que se préparèrent les premiers instituteurs des écoles purement bulgares qui ne tardèrent pas à être ouvertes un peu partout dans les villes de Bulgarie. La réforme de la méthode et des matières d'enseignements pratiquée par des maîtres illustres tels que Pierre Béron, Néophyte Rylski et Constantin Fotinoff fit faire à l'école bulgare un nouveau pas décisif. C'est elle qui introduisit dans les écoles bulgares l'enseignement de l'histoire nationale.

En 1851-52, N. Ghéroff à Philippopoli et B. Pétkoff à Kalofer la mirent au programme des écoles secondaires. En 1859, l'histoire bulgare est en outre étudiée dans celles de Gabrovo et de Tirnovo pour ne figurer qu'en 1865 au programme de toutes les écoles secondaires de garçons et de filles, ainsi qu'à celui des écoles primaires. Le parfum vivifiant du passé pénétrait ainsi de l'école dans la famille et par là dans la masse du peuple, donnant par ce canal aux aspirations nationales un essor vertigineux. Les difficultés causées pour l'ouverture des écoles par les Turcs et les Grecs, par les autorités ecclésiastiques et administratives, au lieu de décourager les Bulgares, ne firent qu'intensifier leur zèle pour l'œuvre scolaire et développer en eux un fanatisme encore plus ardent pour l'instruction et la science.

En 1877, il y avait dans le diocèse de Philippopoli 305 écoles primaires et secondaires, avec 356 instituteurs et 12,000 élèves et 24 écoles de filles avec 37 instituteurs et 2265 élèves *). En

*) *Georges Bousquet*. « Histoire du peuple bulgare », Paris 1909, p. 151 : « Alors, comme aujourd'hui, les familles les plus modestes s'imposaient les plus rudes privations pour envoyer leurs enfants à l'étranger conquérir cette instruction qui devait élargir l'horizon devant eux et devenir entre leurs mains l'instrument de l'affranchissement national »

1874, il y avait à Drénovo, bourgade et arrondissement du même nom comprenant agglomérations et villages ainsi que des fermes isolées, 940 élèves des deux sexes pour 10,685 habitants, cela faisait, en d'autres termes, un élève par 1,15 habitants. L'instituteur, à l'étude duquel sont empruntés ces chiffres ¹⁾ fait, pour cette même époque, une comparaison intéressante entre le nombre d'habitants et celui des élèves en Europe occidentale et en Amérique et il trouve qu'en Saxe il y avait 1 élève par 7 habitants, en Prusse 1 élève par 8 habitants et aux Etats-Unis 1 élève par 5 habitants.

En 1876, il y avait, dans les villes et les villages de Bulgarie et de Thrace, 1472 écoles primaires de garçons et de filles et environ 350 en Macédoine, soit en tout 1822 écoles. Le meilleur moyen de se rendre compte des efforts du peuple bulgare et son progrès rapide est de les comparer au nombre des écoles de Grèce, de Roumanie et de Serbie aux époques correspondantes.

En 1830, il y avait en Grèce 71 écoles primaires, 405 en 1835, 1248 en 1873, et 1468, dont 276 écoles privées, en 1878 ²⁾.

La Serbie commença à organiser ses écoles primaires à partir de l'année 1835, lorsque fut institué le Ministère de l'instruction publique. En 1855, elle avait en tout 330 écoles primaires, secondaires et supérieures ³⁾, et en 1885, 565 écoles primaires ⁴⁾.

En 1878, la Roumanie avait 2182 écoles de villages et 232 écoles urbaines, soit en tout 2414 écoles primaires ⁵⁾.

En 1876, à la suite des insurrections qui

1) Revue « Tchitalichté », 5^e année, N^o 6, p. 120.

2) *Chassiotis*, p. 183-496. « La Grande Encyclopédie », t. 19, p. 292

3) Professeur *Voukitchevitch* et *D.-J. Selise*. « Serbes et Bulgares », pp. 152 et 153.

4) Statistique du Royaume de Serbie, VII^e livraison, 1896, p. 64.

5) *Meyer*. *Konv. Lexicon*, t. XIII.

eurent lieu dans la Bulgarie du nord et dans celle du sud, les consuls et les correspondants des journaux européens qui avaient visité quelques-unes des villes et des villages dévastés des environs de Pazardjik, Sliven, Panagurischte et Koprivschitza étaient surpris des grands progrès des Bulgares au point de vue du régime scolaire et de l'instruction. Il est facile de juger du degré et du genre de ce progrès par les correspondances de M. Gahan publiées dans les « Daily News » sous le titre de « Cruautés turques en Bulgarie au courant de l'année 1876 ». Les rapports de cet Américain, homme de cœur et publiciste de talent, correspondent à la première période du régime scolaire bulgare à celle d'avant l'affranchissement de la Bulgarie.

« En Angleterre et en Europe en général, écrit M. Gahan, on se fait une opinion tout à fait fautive des Bulgares. J'ai toujours entendu dire, et en réalité je le croyais moi-même aussi jusque dans ces derniers temps, que c'étaient des sauvages à peine plus civilisés que les Indiens d'Amérique. Figurez-vous mon étonnement lorsque j'appris que presque chaque village bulgare avait son école et que les écoles qui avaient échappé à la dévastation se trouvaient dans une situation florissante. Elles sont entretenues à l'aide d'impositions volontaires, perçues non seulement sans aucune coercition de l'autorité publique, mais encore en dépit des nombreuses difficultés créées par celle-ci. L'instruction dans les écoles est gratuite et identique pour les riches comme pour les pauvres. On trouverait difficilement un enfant bulgare ne sachant ni lire ni écrire. En général, le pourcent des gens pouvant lire et écrire en Bulgarie n'est pas moindre que celui existant en Angleterre et en France *). » Les progrès de la littérature, l'augmentation du nombre des salles de lecture et des bibliothèques

*) *Mac Gahan. Les atrocités turques en Bulgarie. (Traduction bulgare, 1880.)*

marchaient de pair en Bulgarie avec le développement du régime scolaire. Le théâtre lui-même commença à prospérer.

Dans les salles de lecture, les instituteurs commencèrent à encourager l'école du dimanche. L'idée fut promptement et vivement accueillie de la population et les salles de lecture se transformèrent en écoles du dimanche et en locaux pour cours du soir, qu'artisans, ouvriers, contre-maitres et domestiques fréquentèrent. Ici on considérait le travail comme un office quasi liturgique. Il est facile de juger du zèle dont on était animé par le fait touchant suivant, rapporté par le journal bulgare « Makédonia » de 1870. Un simple artisan, membre de la salle de lecture municipale de Koukoueh, près de Salonique, légua à son lit de mort à cette salle toutes ses économies amassées au prix d'un rude labeur et de grandes privations, pour pouvoir acheter des livres destinés à la bibliothèque.

En dehors de l'œuvre d'instruction, certaines salles de lecture poursuivirent encore des buts de bienfaisance : elles soutinrent des élèves à l'étranger, ouvrirent de nouvelles écoles et vinrent en aide aux élèves et aux communes dans le besoin. Telles étaient les salles de lecture de Constantinople, Philippopoli, Vidin, Toulcha, etc. La première organisée fut celle de Constantinople qui, en 1870, édita une revue sous le nom de « Tchitalisehté » (Salle de lecture). Mais le couronnement des sociétés d'instruction fut la « Société littéraire bulgare », qui, fondée à Braïla en 1870, et composée de savants et d'écrivains, après l'affranchissement, se développa en Bulgarie pour y devenir l'Académie des Sciences. Son organe « Perioditchesko spissanié » est la première revue académique bulgare.

Des salles de lecture avec sociétés féminines commencèrent à se fonder dès l'année 1856. En 1870 il y avait des salles de lecture en Bulgarie dans les villes suivantes : Tirnovo, Svischtov, Roustchouk, Vidin, Lom, Vratza, Sophia, Toulcha, Gabrovo, Gorna-Orékhovitza, Schoumen,

Razgrad, Gorna - Djoumaïa, Tatar - Pazardjik, Trévna, Pléven, Lovetch en Thrace, dans celles de Philippopoli, Sliven, Stara - Zagora, Yambol, Klissoura, Koprivschitza, Kazanlik, Karnobat, Kotel, Karlovo, Kalofer, Sopot, Panagurischte, Tchirpan — en Macédoine, dans celles de Prilep, Vélès, Koukouch, Voden, Doupnitza, Kustendil, Samokov, Scopié, Schtip. Certaines villes, comme Schoumen, Roustchouk, etc. avaient leurs deux salles de lecture. Il importe de remarquer ici qu'en Macédoine il n'y avait ni salles de lecture serbes, ni bibliothèques serbes.

En dehors des salles de lecture, les instituteurs travaillaient encore dans leurs propres congrès professionnels. L'initiative de ces congrès qui constituèrent, en Bulgarie, une des manifestations les plus caractéristiques de l'élan qui entraînait le peuple vers la civilisation dans la période antérieure à l'affranchissement, vint des instituteurs eux-mêmes. Les congrès des instituteurs bulgares furent les premiers dans toute la Turquie. Y prenaient part les instituteurs des villes et des villages de tout un département ou diocèse. Ils étaient convoqués pour un ordre du jour bien déterminé. On y échangeait des idées et l'on y prenait des décisions sur des questions de pédagogie, sur des programmes, l'objet de l'enseignement primaire, la méthode et le régime scolaire, sur l'éducation et la littérature pédagogiques proprement dites. Le premier congrès d'instituteurs bulgares eut lieu en 1868 à Stara-Zagora. A Philippopoli il y en eut deux : l'un en 1870 et l'autre en 1874. Antérieurement à l'affranchissement de la Bulgarie, il y en eut encore dans les villes suivantes : Gabrovo, Prilep, Toul-tcha, Schoumen, Samokov, Lovetch, Roustchouk et Vidin. Jusqu'en 1874, les congrès avaient lieu sur l'initiative des instituteurs et des comités scolaires, mais à partir de cette année, après l'organisation de l'Exarchat, et l'appel de métropolitains à la tête des diocèses, ils furent convoqués par des circulaires émanant de l'Exarchat et des métropolitains respectifs. A Stara-Zagora les régles

ments des instituteurs et du comité scolaire pré-voyaient deux ou trois congrès par an, et cela, pendant les vacances de Noël, de Pâques et de fin d'année scolaire. Il en était de même pour certaines autres villes.

Parallèlement au mouvement scolaire et au développement général des lumières, se dessinait aussi l'évolution de la question religieuse. Déjà, les premiers insurgés avaient soulevé la question des évêques bulgares auprès du gouvernement turc : en 1840 à Nisch, en 1850 à Vidin, protestant contre les iniquités de l'épiscopat grec. Ils avaient entre autre exigés que des Bulgares fussent promus à l'épiscopat *).

Les exigences des insurgés de 1841 produisirent leur effet. Le gouvernement turc accorda désormais une attention particulière au Patriarcat grec et s'efforça de faire cesser les abus dont les Bulgares se plaignaient ou tout au moins de les limiter. Mais, comme ces abus ne prirent pas fin et que le peuple accabla de plaintes le Sultan Medjid au cours de son voyage à travers la Bulgarie en 1841, la Porte confia par iradé de 1847 à trois laïques la mission de contrôler le Patriarcat, à savoir : au grand logothète Aristarkhi et aux anciens gouverneurs de Samos, les Princes Bogoridi et Psycharis, auxquels elle conféra le droit de prendre part aux séances du Patriarcat. Le Patriarche et le Synode essayèrent de rejeter cette immixtion de laïques dans les affaires ecclésiastiques, mais en vain.

Les Bulgares basaient leurs réclamations sur le *hати-шэфиф* de Gulhan de 1839, par lequel

*) *Cyprien Robert*. T. II, p. 318 : « Elle (la Porte) envoya aussitôt dans le pachalick de Sofia, son commissaire Tefik-Bey pour connaître les griefs des révoltés et y faire droit. Ces griefs pouvaient être aisément résumés : les insurgés voulaient des staréchines élus par la nation, des impôts équitables, l'abolition des humiliations, l'expulsion des propriétaires arméniens qui épuisaient le pays au nom des pachas ; ils exigeaient aussi des évêques qui comprissent au moins leur langue. »

le Sultan Abdul-Médjid promettait à ses sujets un certain respect de l'individu et de la conscience. Après la guerre de Crimée, les Puissances européennes obligèrent la Sublime Porte à promulguer le *hati-houmaïoun* du 16 février 1856, par lequel le Sultan s'engageait de nouveau à garantir à ses sujets la liberté de leur confession et publiait tout une série de dispositions administratives concernant la condition des confessions dans l'Empire. Depuis lors, le mouvement religieux des Bulgares se développa d'une façon extraordinairement rapide. Dès 1857 tous les évêchés bulgares adressèrent au Sultan des requêtes demandant que les évêques pussent être élus par le peuple. La Porte convoqua une Assemblée, à laquelle devaient prendre part des représentants des 28 diocèses. Là, les évêques grecs prétendirent qu'il n'y avait pas de peuple bulgare et que la nomination des évêques ne devait pas avoir lieu par voie d'élection. A cette occasion, bon nombre de paroles blessantes furent prononcées contre les Bulgares, et leurs délégués furent même exclus de l'Assemblée. *) A partir de ce moment, le peuple bulgare fut gagné à l'idée d'une Eglise indépendante. Un fort courant se manifesta en vue d'agréger l'Eglise bulgare à l'Eglise Romaine et d'arriver ainsi à l'indépendance religieuse. Les partisans de cette orientation, à la tête de laquelle se trouvait Dragan Tzankoff, qui depuis se fit un nom en Bulgarie comme homme politique, nourrissaient l'espoir que par là les Puissances européennes, surtout la France, prendraient un intérêt plus vif au sort du peuple bulgare et intercédéraient en faveur de ses droits auprès de la Sublime Porte. Mais par là, on inspirait aussi à l'Angleterre la crainte de voir Napoléon III étendre également son protectorat sur les Balkans, de sorte que la diplomatie anglaise insista auprès de la Porte pour que les exigences bulgares

*) *Georges Bousquet*, p. 147.

reçussent satisfaction. L'effroi n'avait pas d'ailleurs été moindre du côté de la Russie qui avait déjà enfreint les dispositions du traité de Paris qui la contraignaient, pour un temps, à renoncer à ses plans à l'égard de la Turquie. Le représentant de la Russie à Constantinople, le Comte Ignatieff, y avait une grande autorité. Jusqu'alors, les Bulgares ne rencontraient souvent auprès des représentants de la Russie que des difficultés dans leurs luttes pour leur indépendance religieuse au lieu d'assistance pour leur cause. Mais l'insistance des Bulgares devint d'autant plus énergique que plus grandes étaient les résistances qu'ils rencontraient : leur confiance en leurs propres forces et en leur bonne cause surmonta toutes les difficultés.

« En gros, écrit le Prince Grégoire Troubetzkoï ^{*)}, la diplomatie russe devint en peu de temps le jouet du parti progressiste bulgare. » De sorte que la Russie, elle aussi, modifia sa manière de voir et sa tactique dans la question religieuse bulgare.

Lorsque le Patriarche grec Grégoire VI comprit qu'il serait bientôt obligé de s'incliner devant les faits accomplis, il chercha à prévenir les événements par un projet contenant des concessions. Le 2 mai 1867 il remit en secret au Comte Ignatieff un projet de règlement de la question ecclésiastique bulgare, en lui déclarant qu'il n'était pas, en principe, contre l'indépendance de l'Eglise bulgare, mais seulement contre ses limites ethniques. Le projet accordait aux Bulgares une Eglise autonome, mais comprenant seulement les diocèses situés au-delà des Balkans, à savoir : ceux de Vidin, Nisch, Kustendil, Vrania, Sophia, Lovetch, Samokov, Roustchouk, Tirnovo, Preslav, Silistra et Varna.

Le Comte Ignatieff accueillit le projet avec bienveillance et télégraphia à St-Pétersbourg : « Si les Bulgares ont conservé un grain de sagesse

^{*)} « La Russie et le Patriarcat œcuménique », dans la revue « Vestnik Evropij » 1902, N^o 6, p. 501

politique et quelque peu d'attachement à l'Orthodoxie, ils s'empresseront d'accepter cette faveur inattendue, qui tend à solutionner une question considérée comme insoluble. » Les Bulgares firent en effet preuve de sagesse politique : ils rejetèrent le mémoire. Les protestations les plus énergiques contre lui vinrent de Macédoine^{*)}. Les habitants de Skopié, Debre, Vélès, Stroumitza, Prilep, Bitolia, Okhrida et d'autres villes envoyèrent au gouvernement des suppliques par lesquelles ils demandaient une administration ecclésiastique indépendante pour tout le peuple bulgare.

Entretiens des circonstances accessoires favorables se produisirent : en 1867 eut lieu la révolution de Crète. La population du Royaume de Grèce s'émut. Les Puissances européennes soulevèrent la question crétoise. La Sublime Porte se trouvait à la veille d'une guerre avec la Grèce. Dans le cours de l'année 1868 des insurgés bulgares firent leur apparition dans les montagnes des Balkans. Dans l'adresse que ces derniers envoyèrent aux ambassadeurs des Puissances à Constantinople, on indiquait comme une des causes de la révolte la question religieuse bulgare que le gouvernement turc ne voulait pas résoudre. On y lisait que les prières instantes en faveur de la reconnaissance d'une hiérarchie nationale, avaient été rejetées avec mépris 11 ans durant. La Sublime Porte s'empressa d'apaiser les esprits en promettant de procéder à la solution de cette question plus que mûre. En 1869 survinrent de nouveaux événements favorables qui firent grandement avancer la cause. En corrélation avec les troubles de Bosnie et d'Herzégovine, il y eut de l'agitation en Monténégro. La question d'Égypte fut elle aussi soulevée. Dès avant le printemps 1870, à l'instigation des notables bulgares, des requêtes dans lesquelles le peuple bulgare demandait unanimement l'érection d'une Église autonome, commencèrent à

^{*)} Cf. G. Troubetzkoi op. cit. pp. 12-13.

affluer de tous côtés à Constantinople. Ces demandes produisirent leur effet. Le 28 février 1870, le Grand-Vizir Ali-Pascha remit aux représentants bulgares un firman créant une Eglise bulgare indépendante sous le nom d'*Exarchat bulgare*. L'article 10 dudit firman donnait des garanties pour la fixation des frontières ethniques du peuple bulgare. Ce firman lui-même constituait une des plus grandes victoires morales et un des gains moraux les plus considérables du peuple bulgare au XIX^e siècle. C'était une œuvre de la démocratie bulgare.

A l'époque du premier Empire bulgare, une Eglise indépendante avait été organisée au IX^e siècle par le tzar Siméon, et à l'époque du second Empire, par Jean Assen II (1218-1240). Mais l'Eglise indépendante bulgare du XIX^e siècle elle, est le fruit d'une lutte organisée, systématique, longue et opiniâtre du peuple bulgare *tout entier*. C'est une réfutation brillante des assertions de la propagande serbe d'après laquelle il n'y aurait jamais eu de Bulgares en Macédoine et que leur apparition serait une création de l'Exarchat bulgare. L'histoire témoigne précisément que c'est le contraire qui est la vérité, c'est-à-dire que l'Exarchat est la création du peuple bulgare de tous les pays bulgares et, en tout premier lieu, des pays macédoniens.

Désormais Constantinople devint pour les Bulgares un centre de culture morale. Les intellectuels bulgares s'y adonnèrent avec un zèle ardent au développement de leur culture nationale. C'est ici que furent fondés journaux et revues qui furent répandus dans tous les pays bulgares. En 1843 le Dr Iv. Bogoroff y avait déjà fondé le « Tzarigradski Vestnik » (Journal de Constantinople); en 1859, Dragan Tzankoff, le « Bulgaria »; en 1863, N. Mikhaïlovski, le « Sovetnik » (le Conseiller); en 1856, T. Bourmoff, le « Vremé » (Temps); en 1861, P. R. Slaveikoff, la revue « Pchélitza » (Abeille) et le journal humoristique « Gaïda » (Cornemuse), et en 1867 le « Makédonia »; en 1867, Iv. Naïdenoff, le « Pravo » (le

Droit), en 1861, N. Ghéndovitch, la « Turquie » et plus tard le même Iv. Naïdenoff publia le « Napredok » (Progrès). Parurent ensuite le « Vek », le « Den », les revues « Bulgarski knijitzi », « Tchitalischté », etc., etc. De cette façon, la presse bulgare gagna en force en jouant dans l'Empire ottoman un grand rôle dans les luttes de l'indépendance religieuse et politique du peuple bulgare ainsi que dans la défense des pays bulgares contre les avides prétentions des Serbes et des Grecs *).

A la presse périodique, il faut encore ajouter les feuilles volantes, les livres et brochures, ainsi que les mémoires adressés aux représentants des Puissances et à la Sublime Porte elle-même. Pour donner une idée de la vigueur et de la prévoyance de la pensée politique bulgare à cette époque, nous voulons tout simplement rappeler le mémoire adressé au Sultan vers l'année 1870 par un des comités révolutionnaires bulgares. Nous nous contenterons d'en citer ici le fragment suivant :

« Les idées et intentions des autres peuples de l'Empire, les Bulgares exceptés, ne sont plus un secret pour personne. Nous ne craignons pas d'être taxés de calomniateurs en déclarant ce qu'eux-mêmes ne cachent point. Les uns, les Grecs, travaillent à la restauration de l'Empire byzantin, et les autres, les Serbes, à l'agrandissement de leur territoire. Nous ne condamnons les tendances ni des uns, ni des autres, tant qu'elles se tiennent dans les limites du droit, mais aussitôt qu'elles le dépassent et qu'elles empiètent sur le droit d'autrui, nous serons forcés de nous y opposer. Les uns comme les autres peuvent se flatter de l'espoir que la réalisation de leur plan sera atteinte par le concours du peuple bulgare, au cas où ils lui promettaient les avantages résultant de la liberté. Et en vérité, la promesse de liberté, de quelque côté qu'elle vienne, excite le sentiment national du

*) *D. Mischeff* « La Bulgarie dans le passé » (en bulgare), Sofia 1916, p. 141.

Bulgare et lui fait palpiter le cœur de joie. Mais le Bulgare préférerait manifester sa reconnaissance sous le protectorat des Sultans si ceux-ci prenaient le titre de ses tsars.

» Sire ! Il n'y a pas un Bulgare, connaissant les intérêts de son pays et de sa nation, qui regarde d'un bon œil les efforts des uns, visant à la restauration de l'Empire byzantin et ceux des autres ayant pour but l'extension de leur pays, les uns et les autres aux dépens des autres nationalités ; parce que si la perte d'un territoire au Sud-Est de la monarchie ou d'un autre au Nord-Ouest diminue l'éclat du trône resplendissant de Votre Majesté Impériale, elle blesse aussi l'intégrité du peuple et du pays bulgares. Malgré tout cela, nous parlerions contre notre conscience si par des flatteries nous cherchons à vous persuader qu'un mouvement des Grecs vers les frontières de l'Albanie ou de la Macédoine, c'est-à-dire là où l'élément bulgare commence, ou bien qu'un mouvement des Serbes aux environs des limites septentrionales de la Bulgarie, ne seraient pas soutenus par les Bulgares de ces parages...

» Malgré les torts que lui causent les plans des peuples voisins en question, notre peuple prendrait naturellement parti pour les uns et pour les autres, non pas parce que les uns sont de même confession et les autres de même race qu'eux, mais bien parce que la liberté lui est refusée et qu'il n'a rien d'autre à défendre, pas même le foyer de ses pères. Voilà pourquoi le Bulgare, dans sa simplicité de cœur, verra un libérateur dans tout étranger conquérant de son pays, ainsi qu'il en a été jusqu'à présent. Alors, que faire pour empêcher le Bulgare de s'allier à l'étranger ? Comment lui inspirer le désir de défendre l'Empire comme son propre pays ? La réponse est très simple : en lui accordant l'indépendance à laquelle il aspire et en confirmant ses droits qui l'attacheront à l'Empire, comme à son propre foyer natal...

» Sire ! 6 millions de Bulgares, actifs et plein

de santé et de courage, qui habitent l'Empire à partir des degrés de l'illustre trône de Votre Majesté Impériale jusqu'aux confins de la Thessalie et jusqu'aux frontières de la Serbie et de l'Albanie, indissolublement unis au peuple ottoman par des intérêts communs, ne sont pas quantité négligeable. Et si notre indépendance pouvait être reconnue et confirmée sous le sceptre glorieux des sultans, et si les sultans voulaient être en même temps tsars des Bulgares, pourquoi n'offririons-nous pas notre appui et notre force à la monarchie ottomane ainsi que les magyars le font pour l'Autriche et l'Algérie pour la France... Alors, la diplomatie sera toute surprise de voir un géant à l'endroit où elle est habituée à voir un corps faible. De cette manière disparaîtrait à jamais tout prétexte d'immixtion et de menace de n'importe quelle puissance étrangère. En outre, aucune puissance étrangère ne pourrait plus loucher vers Constantinople, en donnant comme raison la délivrance des chrétiens, parce que ceux-ci seraient déjà libres et voudraient le rester... En un mot, l'intégrité de l'Empire ottoman serait mieux assurée par ces mesures sages et justes, que par tous les traités diplomatiques et ainsi la question d'Orient serait résolue d'elle-même *).

* * *

Tout en travaillant à l'œuvre scolaire et religieuse, le peuple bulgare n'oublia pas non plus la préparation de « l'ultima ratio », celle de la force. Les guerres fréquentes et prolongées de la Russie, de la Serbie et de la Grèce contre la Turquie, au lieu de la liberté, n'avaient valu aux Bulgares que misère et dévastations (1806, 1811, 1829, 1852, 1854 et 1860). Les désillusions éprouvées l'amènèrent à modifier ses vues sur les voies et moyens à employer pour arriver à l'indépen-

^{*)} P. *Milinkoff*. « Les relations serbo-bulgares dans la Question macédonienne », dans la Revue « *Perioditcheski Balgarski Pregled* ». 5^e année, livraison 9-10, p. 63-65.

dance. Cela surtout après le traité de Paris (1856) qui avait aboli le droit de protectorat de la Russie sur les chrétiens de l'Empire ottoman. Les Bulgares caressèrent de plus en plus l'idée de conquérir eux-mêmes de haute lutte la liberté, terme de tous leurs efforts. Les traditions glorieuses ne manquaient pas, celles des insurrections de Pirot (1830), de Nisch (1840), de Vidin (1851), dont la réduction dans des flots de sang avait alimenté le feu sacré dans plus d'un cœur et d'un esprit. A Bucarest fonctionnaient des comités révolutionnaires, éditeurs de journaux révolutionnaires (le « Dounavski Lébéd » de Sava Rakovski, le « Svoboda » et plus tard le « Nesavisimost » de Luben Karaveloff). Luben Karaveloff devint le philosophe de la révolution et Vassil Levski, Boteff, St. Stanbouloff, comme ses propagandistes par le verbe et par le fait, comme ses chefs à main armée.

A tous, Roumains et Serbes offraient l'hospitalité. C'était pour eux un utile moyen de pression au moment favorable pour obtenir de la Turquie les avantages politiques ou économiques dont ils pouvaient eux-mêmes avoir besoin *.

* * *

Ce mouvement national organisé de tout le peuple bulgare amena le Prince Michel de Serbie à aiguiller dans des voies nouvelles la politique de ses prédécesseurs à l'égard des Bulgares. Au lieu de semer l'agitation dans les masses et de les exciter à des soulèvements, par l'intermédiaire de ses agents, il noua des relations avec les chefs et les représentants de ce peuple à l'école, à l'église et surtout avec les dirigeants des comités révolutionnaires.

A cette époque, la Serbie avec la dynastie des

*) *Fr. Damé*. « Histoire de la Roumanie contemporaine », Paris 1900, p. 188.

Obrénovitch, qui venait d'être restaurée, était toute à l'enthousiasme de plans grandioses. Venant de consolider sa vie intérieure, elle se préparait à marcher à la tête d'un mouvement d'affranchissement au dehors des frontières des Slaves du Sud. Elle s'était persuadée être le seul représentant de l'idéal politique et populaire européen parmi les Slaves de la Péninsule des Balkans et avait l'intention de jouer, au milieu d'eux, le rôle du Piémont. Le Prince Michel est considéré comme le protagoniste de cette idée dans sa première phase, c'est-à-dire dans celle de « Piémont des Balkans », et cela, non sans raison, car c'est lui le premier qui, à partir du jour de son avènement au trône (1860) jusqu'au jour de sa mort prématurée (1868), s'est mis d'une manière énergique, systématique et constante à la réalisation du « Grand œuvre ». Cette idée était son principe directeur de la politique extérieure serbe.

Dès l'année 1859, raconte P. Miliukoff *, Michel développait à Londres, dans une conversation avec Kossuth, un programme d'ensemble logique de politique pan-serbe.

Pour s'affranchir du protectorat de l'Autriche et pour ne pas tomber en même temps sous celui de la Russie, la Serbie doit s'appuyer sur une confédération danubienne, avec la Roumanie et la Hongrie comme membres, et, au moment de la désagrégation de la Turquie, grouper autour d'elle en une « masse compacte » tous les Slaves du Sud. Tel serait le résumé de l'idée fondamentale de cette conversation. Aussitôt son avènement, Michel commença à organiser les forces militaires de son pays et fit adopter par la Skoupschtina une loi aux termes de laquelle à l'armée permanente de 6000 hommes se trouvèrent encore ajoutés 50,000 hommes de territoriale. En dépit des protestations de l'Autriche

*) Voir cette conversation dans la brochure de M. S. Pirotchanatz, 1895. Cf. « Le Prince Michel et la Solidarité des Balkaniques (en serbe) ».

et de la Turquie, l'instruction et l'armement de « l'armée nationale » furent menés très rapidement. Dans l'intervalle de 1861 à 1862, des volontaires des contrées slaves voisines entrèrent dans les troupes de milice serbe en qualité de représentants des Slaves du Sud, et dans le nombre, également des Bulgares, qui formèrent une « Légion bulgare » sous le commandement du patriarche de la révolution bulgare, Sava Rakovski.

Sava Rakovski apportait son aide, allait combattre et mourir pour l'idée d'une confédération balkanique qui l'enthousiasmait bien qu'avec un certain scepticisme, dont le bien fondé se vérifia plus tard. « Dans le monde diplomatique du jour, écrivait-il dans son journal de Bucarest, « il n'y a ni humanité, ni amour du prochain, ni foi : tout y est égoïsme et avantage personnel. Aujourd'hui c'est le droit du plus fort qui domine ». « Et si l'on s'occupe des Bulgares », ajoutait-il, pour compléter sa pensée, « il faut y chercher au fond un intérêt spécial ». Les Bulgares sont entourés d'ennemis de tous les côtés ; aussi n'y a-t-il personne qui désire leur développement, mais tous veulent profiter de leur faiblesse et cela s'adresse aussi à tous les Slaves. Voilà pourquoi il est préférable pour nous que nous sachions d'une manière certaine quels sont nos ennemis, plutôt que d'en avoir de secrets qui se cachent sous le masque de bons amis.

En 1862, les Serbes attaquèrent la garnison turque de Belgrade. Les volontaires et la « Légion bulgare » de Rakovski prirent aussi part au sanglant combat en leur qualité d'excellents tireurs. La garnison turque répondit aux provocations serbo-bulgares par le bombardement de Belgrade et fournit ainsi à la diplomatie serbe un prétexte pour exiger de la Sublime Porte de nouvelles concessions. Maintenant la « Légion bulgare » était devenue inutile. Au moment où Rakovski venait d'adresser au peuple bulgare une proclamation enflammée pour l'appeler à un soulèvement général et se préparait à passer en Bulgarie à la tête de sa légion, le gouvernement

serbe le força à quitter immédiatement Belgrade et la Serbie.

Quatre ans plus tard des orages éclatèrent en Europe. L'Autriche fit, avec la Prusse et l'Italie, une guerre qui eut pour conséquence la perte de Venise et l'exclusion de l'Autriche de la Confédération germanique. Les principautés danubiennes de Moldavie et de Valachie saisirent l'occasion favorable qui s'offrait à elles au lendemain de la bataille de Sadowa pour s'unir et élire un Prince héréditaire. La Grèce, elle aussi, profita du moment pour contraindre la Sublime Porte à certaines concessions. Seul, le Prince Obrénovitch laissa passer le moment, retenu qu'il était par des négociations avec la Grèce (jusqu'à la fin de 1867), ainsi qu'avec le Monténégro relativement à l'union de celui-ci avec la Serbie.

La Convention militaire fut conclue à l'automne 1868. Après la conclusion des traités d'alliance avec le Monténégro et la Grèce, le Prince Michel, poursuivant l'idée de l'unification des Slaves du Sud, entra aussi en négociations avec les Slaves d'Autriche et de Turquie. Aux termes d'un accord avec un patriote croate, la Croatie devait profiter de la crise intérieure d'où est sorti le dualisme et qui a valu à la Hongrie l'égalité de traitement avec l'Autriche (1867). La Croatie devait s'unir à la Dalmatie pour entrer ensuite dans la confédération des Slaves du Sud. En même temps, la Serbie devait s'adjoindre la Bosnie, le Monténégro, l'Herzégovine et la Bulgarie.

Dans ce dernier but, le Prince Michel s'aboucha avec le comité révolutionnaire bulgare de Bucarest. Après l'expulsion des « légionnaires » de Belgrade, le désenchantement provoqué par la Serbie ne s'était pas encore dissipé dans certains cercles révolutionnaires bulgares, mais l'idée du Prince Michel parut si attrayante, échauffa si fort les imaginations et flatta si passionnément les comités secrets altérés de liberté, que la vieille humiliation fut bientôt oubliée et que la méfiance disparut.

Comme contre-poids aux esprits plus rassis, aux hommes politiques plus pratiques qui avaient adressé au Sultan le mémoire mentionné plus haut, le comité révolutionnaire de Bucarest, dirigé par des littérateurs et des poètes, bouillants enfants des Balkans, élaborà, le 14 janvier 1867, en réponse à l'invitation venue de Belgrade, le « programme des relations politiques entre les Bulgaro-Serbes ou de leurs rapports amicaux » et l'envoya au président du Conseil des Ministres serbes, I. Garaschanin.

» Dès maintenant, répondit Garaschanin, *) nous ne pouvons pas encore tout d'un coup nous entendre dans ce sens, et cela, non par notre faute, car nous n'avons pas à hésiter devant les conditions proposées. L'obstacle, ce sont les chefs eux-mêmes qui ont signé le programme. Nous ne voudrions pas, en effet, nous entendre sur un projet qui, dans le cas où il ne serait pas approuvé par le peuple bulgare lui-même, pourrait nous causer plus de difficultés que nous valoir de profit.

» Voilà pourquoi je pense qu'il est nécessaire que le comité entreprenne d'exposer ses idées à ses compatriotes et lorsqu'il sera évident qu'elles sont admises par la *partie la plus clairvoyante et la plus influente des chefs de la nation* pour le plus grand bien de l'avenir bulgare, que l'on procède alors à la discussion et à la rédaction de l'accord qui deviendra également obligatoire pour Serbes et Bulgares ».

De cette façon, la Serbie prétendait amener le comité à prendre des engagements pour l'œuvre commune, sans, de son côté, s'engager à rien de ferme. Le comité, quoique sous le charme de la grande idée libératrice du Prince Michel, ne pouvait pas oublier tout à fait les déceptions du passé et les leçons qu'on y puisait. Aussi, la réponse de Garaschanin fut-elle reçue avec une certaine perplexité.

*) Cf. P. Milinkoff, op. cit. p. 245. Bucarest, le 14 janvier 1867.

En avril 1867, le comité révolutionnaire convoqua à Bucarest un Congrès auquel des « délégués des différents pays de Bulgarie » assistèrent. Le « Programme » fut présenté à la discussion de cette assemblée qui prit à cet égard les résolutions suivantes :

1. L'Union des Serbes et des Bulgares doit se réaliser fraternellement sous le nom d'« Empire des Slaves du Sud ».

2. L'Empire des Slaves du Sud se composera de la Serbie et de la Bulgarie (la partie bulgare comprendra les territoires de : Bulgarie, Thrace, Macédoine).

3. Le chef du Gouvernement commun à constituer sera le souverain serbe actuel, Michel Obrenovitch, avec transmission héréditaire.

4. Le drapeau national de cet Empire devra être commun et aux armes des deux peuples. Il en sera de même des monnaies.

5. Chaque pays conservera sa langue comme langue officielle. Aussi les fonctionnaires devront-ils être de la nationalité au milieu de laquelle ils vivent et parlent la langue de la contrée.

6. Les lois serbes en vigueur devront être traduites en bulgare et seront introduites en Bulgarie. Toutes les dispositions de l'Empire des Slaves du Sud seront sans exception publiées dans les deux langues, serbe et bulgare et simultanément.

7. La religion orthodoxe est la religion dominante ; mais les confessions sont libres.

8. Les affaires religieuses seront gérées par un synode indépendant et mixte, avec des représentants des deux peuples. Le synode sera représenté par le métropolitain-primat et par les évêques d'après leurs diocèses répartis sur la base de la nationalité de la population. C'est le synode qui élit les évêques, mais la nomination de ces derniers sera confirmée par le gouvernement.

9. Le chef de l'Etat nomme les ministres de telle sorte que parmi eux il y ait des Serbes et des Bulgares.

10. Les représentants de la nation seront élus proportionnellement par les deux peuples de l'État, et cela, suivant les dispositions électorales aujourd'hui existantes en Serbie.

11. La capitale de l'Empire des Slaves du Sud sera celle que détermineront les représentants de la nation.

12. Le chef du synode et du clergé aura son domicile dans la capitale*).

Pour la mise à exécution de ces décisions générales, le Congrès élit une « Ouprava » de sept personnes demeurant à Bucarest, qu'il chargea de continuer à travailler en vue d'atteindre le but préalablement indiqué. L'accord devait avoir force de loi après signatures apposées par le gouvernement serbe et par l'« Ouprava ».

Le procès-verbal ci-dessus ne donna pas non plus satisfaction à Garaschanin, d'abord parce qu'à cette époque les Serbes avaient déjà donné libre cours à leur propagande tendant à faire croire que la Macédoine est serbe, tandis que le Congrès bulgare avait déterminé les territoires de la future union qui devraient être considérés comme bulgares et, en deuxième lieu, parce que Garaschanin n'ignorait pas une autre tendance des cercles révolutionnaires bulgares, à savoir celle de réaliser le dualisme en Turquie, idée dangereuse pour les plans serbes qui pouvaient, d'une façon rapide et sûre, unifier le peuple bulgare en une puissante organisation politique, garantie par l'empire ottoman.

Outre le « Programme », Pirottchanetz place encore dans son livre un traité en due forme, soi-disant conclu entre le gouvernement serbe et l'« Ouprava ». Mais bien des considérations induisent à penser que ce traité est apocryphe. L'une d'elles est que Pirottchanetz ne nous y fait pas savoir les noms de ceux qui l'auraient signé ; la deuxième est que ce traité ne figure

*) *Dr.-Ev. Ghieschoff*. « *Evlogi Ghéorghieff* », Traits de sa vie et documents pris dans ses archives. *Revue de la Société littéraire de Bulgarie* LXI-I, I, 1900, Sofia, G. P. Miliukoff, p. 247.

nulle part parmi les documents historiques bulgares : la troisième, que ce traité serait en contradiction avec la décision du congrès qui fixe que les contrées qui devront constituer la Bulgarie sont : la Bulgarie proprement dite, la Thrace et la Macédoine. L'« Ouprava » aurait été obligée de s'en tenir exactement à la décision du Congrès et n'aurait pas osé conclure des traités et s'attribuer, par là, des droits plus grands que ceux qui lui avaient été donnés par le Congrès. Enfin, si Garaschanin avait eu le souci de demander un accord reposant sur le consentement du peuple, il aurait été encore plus circonspect lors de la conclusion d'un traité falsifiant la volonté du peuple exprimée par une décision solennelle.

Il est avéré que le mouvement d'union serbo-bulgare et d'unification des Slaves du sud était, à cette époque, soutenu et encouragé par la diplomatie russe. L'initiative de la convocation du Congrès bulgare à Bucarest fut prise par l'agent diplomatique russe de cette ville et par celui de Serbie, Magazinovitch. L'idée elle-même n'était pas très populaire parmi les Bulgares qui avaient concentré tous leurs efforts dans la lutte contre le Patriarcat grec pour obtenir l'indépendance religieuse et l'unification ethnique dans les limites de l'Empire turc. C'est peut-être parce que le prince Michel comprit que les Bulgares, en se rapprochant des Turcs et en obtenant une hiérarchie ecclésiastique, très large, opposeraient bientôt une barrière de granit aux convoitises serbes sur les territoires bulgares, c'est peut-être aussi parce que, après son voyage de 1867 en Europe, il fut persuadé que, tout à ses complications diplomatiques, cette dernière ne manifesterait aucun intérêt pour l'Orient et ne serait pas portée à le soutenir dans la réalisation de ses plans audacieux, c'est peut-être enfin, pour l'une et pour l'autre de ces raisons, que, après son entrevue avec Andrassy, Michel s'empressa, en rentrant en Serbie, de remplacer Garaschanin par Yov. Ristitch, diplomate habile et circonspect.

Dès cette même année, il se rapprocha des

Turcs, chassa les Bulgares qui étudiaient dans les écoles serbes et renvoya les légions bulgares qui, en 1862, avaient combattu avec le plus grand courage contre les Turcs de Belgrade*). Et c'est ainsi que le Prince Michel se rendit coupable de trahison contre sa propre idée d'un royaume des Slaves du Sud. Ceci froissa les Russes au plus haut degré. Après l'assassinat du Prince Michel (1868), la Serbie s'adonna à l'influence autrichienne. Alors, les sympathies des Russes se tournèrent vers les Bulgares**).

A ce moment, les Bulgares se trouvaient au plus fort de leur lutte pour l'indépendance religieuse. Au début, la conduite de la Serbie à ce sujet fut indécise. Elle travailla tout d'abord à l'unisson de la Russie et soutint jusqu'à un certain point les réclamations des Bulgares. Et ce n'est qu'à partir du moment où dans la discussion on laissa de côté la question des « diocèses purement serbes de Bosnie et d'Herzégovine et de vieille Serbie » que les Serbes envisagèrent en toute tranquillité les négociations entre les Bulgares et le Patriarche. Les Serbes n'avaient pas alors encore définitivement abandonné l'idée d'une alliance serbo-bulgare. L'agent serbe à Constantinople envoyait à l'époque à son gouvernement des rapports comme celui-ci : « Nous devrions reconnaître l'Eglise bulgare : nos propres intérêts l'exigent ainsi que les intérêts de ce peuple qui nous est apparenté, avec lequel nous sommes tenus de vivre en paix, en bonne intelligence et en amitié pour notre avenir commun... Par la reconnaissance de l'Eglise bulgare, nous ne ferons qu'être sincères envers nous-mêmes ; car nous n'avons cessé de protester du bon droit des Bulgares. Par cette mesure nous paralyserions aussi les manœuvres de nos ennemis qui sont persuadés que dans le cas où les Bulgares réussiraient, nous nous séparerions de ces derniers***) ».

*) *St. Novakovitch*. « Srpska knjiga », Belgrade 1900, p. 62.

**) Professeur *M. Voukitchevitch* et *D.-N. Semis*, p. 139.

***) *P. Miliukoff*, p. 266.

Peu de temps s'était écoulé depuis la confection de ce rapport que les événements montraient en effet que les Serbes se séparaient des Bulgares, dès que ceux-ci eurent atteint leurs fins. Ils passèrent au camp ennemi c'est-à-dire à celui des Grecs.

Conformément à l'art. 10 du firman, par lequel la Sublime Porte instituait l'Exarchat bulgare, certains diocèses pour lesquels les Bulgares réclamaient des évêques devaient être fixés au moyen de plébiscites parmi les populations du lieu*). En vertu de cette disposition et de la volonté de la population locale manifestée d'une façon unanime et énergique la Sublime Porte délivra un bérat accordant des évêques à Okhrida et à Scopié (Uskub). Mais Okhrida et Scopié sont le cœur de la Macédoine.

C'est ce jour là que naquit la question macédonienne. L'esprit national bulgare porta un premier coup écrasant à l'idéal impérialiste des Serbes et des Grecs. Mais ces derniers ne désespérèrent pas. Avec des méthodes, des forces et des moyens nouveaux, tantôt unis, tantôt séparément, ils engagèrent une lutte acharnée contre l'élément bulgare en Macédoine et, par suite, contre tout le peuple bulgare.

« Ton idée ne périra point » : telles furent les paroles que les Serbes gravèrent sur le monument du Prince Michel. Elles témoignent de l'opinion politique serbe qui n'avait pas changé même après la mort violente du Prince. Désormais, l'idée d'une Confédération balkanique, d'une union avec la Bulgarie est délaissée, pour faire largement place à celle, lancée dix années auparavant, que la Macédoine est serbe. La victoire bulgare au sujet de la question religieuse

*) ART. 10 du firman du 11 mars 1870: « Si toute la population orthodoxe, ou tout au moins, les deux tiers de cette population le désirent, leurs affaires culturelles seront dévolues à l'Exarchat. Ainsi, dans d'autres localités que celles indiquées ci-dessus, et si ce vœu a été clairement exprimé, on fera comme la population le désire. Mais cette permission ne peut être accordée qu'avec le consentement ou sur la demande de toute la population ou, au moins, de deux tiers d'entre elle. »

arracha le masque de la politique serbe, qui ouvrit maintenant ouvertement et sans pudeur l'ère des attentats contre les pays bulgares.

Lorsqu'en 1875 l'insurrection de la Bosnie et de l'Herzégovine eut commencé, la Serbie crut que le moment favorable pour réaliser l'idée du « Piémont des Balkans » était arrivé. Elle déclara la guerre à la Turquie, mais fut vaincue.

A la veille de la guerre turco-russe qui éclata quelques temps après la conclusion du traité de paix serbo-turc, la Serbie s'empressa de sonder le gouvernement russe sur les conditions auxquelles la Serbie pourrait aussi entrer en guerre avec la Turquie. Jovan Marinovitch, délégué dans ce but à Pétersbourg, était porteur de la part du gouvernement serbe des instructions suivantes : 1. Exiger de la Russie une assistance financière ; 2. Obtenir d'elle la garantie que le cercle serbe de Kraïna ne sera pas victime d'une invasion possible de la part des Turcs, pour que la Serbie ne soit pas par là isolée de la Russie ; 3. S'informer des compensations territoriales que recevrait la Serbie pour sa collaboration. La Russie donna une réponse générale : l'affaire des compensations sera réglée lors de la conclusion de la paix et la Serbie pourra en recevoir dans la mesure du service rendu. Les Serbes ne se découragèrent pas et poursuivirent les négociations. Le Prince Milan en personne se rendit à Ploescti où se trouvait alors l'empereur Alexandre II, pour traiter des conditions de son intervention armée. L'empereur lui fit la réponse suivante : « Je ne vous engage pas, je ne vous force pas, mais vous pouvez, si vous voulez » et ne manqua pas en présence des gands-ducs, des généraux et des ministres, de lui reprocher la guerre déclarée à la Turquie une année auparavant comme une grande faute.

Les Russes passent le Danube ; ils sont devant Plévna. Le siège de cette forteresse traîne en longueur : il impose à l'armée russe des sacri-

fices lourds et pénibles. C'est précisément le moment où l'armée russe a le plus besoin de secours. « Si les armées serbes ne passent point la frontière dans un espace de douze jours, déclare l'empereur de Russie lui-même au colonel serbe Katardjiou, plénipotentiaire du Prince de Serbie auprès du quartier général russe, la Serbie est perdue et son avenir national est à jamais compromis. Si la Serbie persiste dans l'inactivité elle perdra aussi les sympathies de la Russie tout entière. Si elle entre en guerre elle pourra prétendre à un avenir et je soutiendrai ses aspirations. S'abstient-elle de prendre part à la lutte, je la laisse à elle-même : dites cela au Prince et à son gouvernement. Dites aussi au Prince que s'il fait marcher ses armées dans un espace de douze jours, il me rendra un service important et que je compte sur lui. Vous n'avez rien à craindre du côté de l'Autriche ». *) Aussitôt, sur le désir de l'agent serbe, il fut télégraphié au ministre des finances russe d'envoyer au Prince Milan un million de roubles. Mais le Prince Milan et son gouvernement trouvaient toujours des prétextes de faire traîner les pourparlers dans le but de tirer profit de la situation précaire des armées russes, pour contraindre l'empereur de Russie à prendre des engagements concrets au sujet des futurs compensations territoriales. Sur ces entrefaites, Plévna capitule (le 28 novembre) et la route de Constantinople est ouverte. La guerre est presque décidée pour les armées russes, la victoire paraît assurée, alors (le 1^{er} novembre 1877), le gouvernement serbe s'empresse de prendre part à la guerre bien que les questions sur lesquelles on négociait avec les Russes et qui constituaient un motif apparent de ne point participer aux opérations, ne fussent pas encore réglées.

La marche des opérations militaires des Serbes et, plus tard, leur régime terroriste à

*) P. Miliukoff. « Relations entre les Serbes et les Bulgares ». Recueil du journal *Rousskoé-bogatstvo*, 1899. p. 272.

l'égard de la population des territoires occupés, dévoilèrent clairement les buts de l'intervention serbe. Les Serbes n'avaient contre eux que des corps turcs insignifiants qui, d'après Ristitch *) s'élevaient environ à 46,000 hommes, ainsi répartis : A Vidin, Koula et Bélogradtchik 8530 ; aux environs de Pirot, Béla-Palanka et Svéti-Nicolas, approximativement 11,800 ; à Nisch, Mramor, Prokouplé et Kourschoumly, 8000 ; à Novi-Bazar, Sénitza, Vischégrad et Plévlé, environ 17,000 ; soit, en tout, 45,340 hommes. En outre, les Russes avaient déjà résolu le problème capital. Plévna était pris ; les Russes étaient sur les derrières de ces troupes turques ne représentant que des hordes composées d'éléments réunis au hasard et incapables de toute résistance. Les Serbes s'emparèrent de Nisch, Pirote, Béla-Palanka et Vrania, et, au lieu de se joindre aux Russes, envoyèrent leurs troupes à Kossovo qu'ils jugèrent plus utile d'occuper, cela d'autant plus que la localité était déjà abandonnée par les armées turques.

Lorsque le moment de la conclusion de la paix fut proche, Miloslav Protitch fut envoyé à Pétersbourg pour défendre les intérêts serbes avec les instructions suivantes : 1. Exigence de la reconnaissance de l'indépendance de la Serbie ; 2. Garantie à la Serbie des dédommagements territoriaux déterminés. Les Serbes élevaient des prétentions sur : Vischegrad, Phaga, Belo-Polé, Bérana, Débre, Vélès, Schtip, Djoumaïa, Kustendil, Radomir, Dragoman, le col des Ghina, Konaschtitza, Stara-Planina, le col de Svéti-Nicolas, jusqu'à Bélogradtchik et Koula avec Vidin. Ces localités délimitent un territoire qui constitue : 1. le département de Nisch, avec les districts de Nisch, Pirot, Vrania, Leskovetz, Prokouplé, Kourschoumly et Trn. ; 2. le département de Prisren, avec les districts de Prisren, Louma, Diakovo, Ipek et Tétovo ; 3. le départe-

*) « Histoire diplomatique de la Serbie » (en serbe), 1898. p. 60-64.

ment de Skopié, avec les districts de Skopié, Koumanovo, Kratovo, Egri-Palanka, Kotchani, Radovich, Schtip; 4. le département de Novi-Bazar, avec les districts de Novi-Bazar, Mitrovitza, Vas-solévitz, Tarnovitz, Bélo-Poptzi, Prépolé, Kola-schin, Sënisch, Novivarosch et Plévlé. *)

Pour réaliser ces exigences, les Serbes envoyèrent le colonel M. Leschanin, appuyer le colonel Katardjiou. Le colonel Leschanin était porteur des lettres du Prince Michel au Grand-duc Nicolas et au Comte Ignatieff. Aussi bien à Pétersbourg qu'au quartier général russe, les envoyés serbes sont reçus avec étonnement. De sa conversation avec Giers, Protitch eut l'impression que les intérêts bulgares n'étaient plus d'ores et déjà protégés contre les Turcs mais bien contre les Serbes. **)

Giers répondit à Protitch que tous les territoires occupés par les Serbes étaient bulgares et que de l'avis des Russes il était injuste de livrer le peuple bulgare aux mains des Serbes ***). Telle était à l'égard des Bulgares le bon vouloir de l'opinion publique russe, que la propagande chauvine serbe n'avait pas encore pu induire en erreur sur la situation. Protitch eut soin de gagner à sa cause quelques journaux russes. Le *Roussky Mir* et le *Novojé-Vrémia* ouvrirent leurs colonnes aux Serbes et par là commença dans l'opinion publique la propagande serbe; elle débuta par la Russie pour élever la tête plus tard, gagner en largeur et en profondeur et atteindre peu à peu le summum de la virtuosité dans ses méthodes. Déjà à cette époque l'empereur de Russie prescrivit une enquête pour séparer le bon grain de la vérité de l'ivraie, du doute et des procédés tendancieux ainsi que pour établir sur la base des constatations faites qu'en effet Nisch, Pirot, Vrania et Leskovetz étaient habités par des Bul-

*) *Istitch*, p. 111-113.

**) *Ibid.*, p. 116-117.

***) *Ibid.*, pp. 113, 113.

gares*). Le Prince Tcherkasky, lui-même, qui n'avait aucune sympathie pour les Bulgares, s'éleva contre les prétentions serbes.

Le traité de San-Stéfano fut conclu par le Comte Ignatieff sur la base de la frontière ethnique de la Bulgarie**). Lorsque plus tard un agent serbe lui reprocha d'avoir alors observé une attitude partialement bienveillante aux Bulgares le Comte Ignatieff, bondit de sa place, et sortit de son casier une fiasse de documents utilisés lors de la conclusion de la Paix de San-Stéfano. Il étala quelques cartes et manuels scolaires serbes qui démontraient que les territoires donnés aux Bulgares n'étaient nullement serbes, mais bulgares***).

Cependant le traité de San-Stéfano dut être soumis à une révision de la part des puissances européennes. Il fut annoncé que dans ce but un congrès se réunirait à Berlin. Les différents Etats se hâtèrent de s'entendre sur les questions encore avant la réunion de l'assemblée. Ce fut alors que la Serbie à la recherche de cessions de territoires et d'appui pour ses intérêts s'adressa à l'Autriche. L'Autriche ne voulut pas entendre parler de cessions de territoires sur les frontières de la Bosnie et de l'Herzégovine. Ristitch, envoyé pour traiter avec Andrassy télégraphiait le 28 mai (8 juin) : « J'ai eu un long entretien avec Andrassy. Il accepte un agrandissement territorial du côté de Vrania et Pirot. Il est en outre prêt à nous

*) *St. Tchilingiroff*. « La Pomoravie d'après des documents serbes », p. 77. (Voyez l'édition française « Le Pays de la Morava, d'après les témoignages serbes », Lausanne 1917.)

**) Il faut ajouter qu'avant le traité de San-Stéfano, les frontières ethnographiques de la Bulgarie avaient aussi été fixées dans les résolutions des protocoles de la Conférence de Constantinople de l'année 1876. Cf. les débats du 11 au 23 décembre.

***) *P. Miliukoff*, p. 274. « Ce fait est raconté par un écrivain serbe ». Cf. la brochure : Dr Wladan, i Iovan Ristitch u srpskoj spolnoj politici Beograd 1898 p. 85 (Dr Wladan, ancien président du Conseil, Wladan Georgevitch) et Iov. Ristitch (régent et président du Conseil des ministres sous Milan), dans la politique extérieure serbe, en serbe,

donner son appui aux conditions suivantes : la Serbie devra conclure un traité de commerce avec l'Autriche et céder l'exploitation de ses chemins de fer à la Société des chemins de fer ottomans ». Le Prince Milan consentit et la Serbie obtint au congrès de Berlin tout un territoire composé de pays bulgares, à savoir : la Pomoravie. Mais les Serbes restèrent mécontents de ces grandes acquisitions. « Quelle consolation nous reste-t-il alors ? » demandait Ristitch aux plénipotentiaires russes.

— « Il vous reste cette consolation, répondit le baron Jomini, que cet état de choses n'est que temporaire et que dans quinze ans, au plus tard, nous réglerons notre compte avec l'Autriche » *).

Mais « après le congrès de Berlin, disent les auteurs de l'Enquête Carnegie, l'Autriche-Hongrie était entrée en relations plus étroites avec le roi Milan de Serbie. Celui-ci signa en 1881 un traité secret aux termes duquel (§ 7) l'Autriche-Hongrie déclara officiellement qu'elle « ne fera pas d'opposition, qu'elle est même prête à soutenir la Serbie vis-à-vis d'autres puissances, au cas où la Serbie trouverait la possibilité de s'entendre avec celles-ci sur l'extension de ses frontières au sud, sans s'agrandir du côté du Sandjak de Novi-Bazar ». En 1889, quand ce traité fut renouvelé, l'Autriche-Hongrie promit en termes encore plus clairs qu'elle « soutiendra l'expansion serbe dans la vallée du Vardar ». Par ce traité, l'Autriche-Hongrie aiguillait l'Etat serbe vers les pays du sud comme compensation alors que ces pays jusque dans les années 1860-1870 de l'aveu général, même du côté serbe, avaient été regardés comme bulgares. Par là, elle enlevait à la Serbie tout espoir de s'agrandir à l'ouest et de s'agréger de ce côté cette partie du peuple serbe, habitant la Bosnie et l'Herzégovine » **).

*) P. Miliukoff, p. 276.

**) « Enquête dans les Balkans. » Rapport présenté aux Directeurs de la Fondation Carnegie pour la paix internationale, par les membres de la Commission d'enquête. Paris 1914, p. 7.

Le peuple bulgare avait maintenant la possibilité de diriger ses destinées dans un état national libre et indépendant. De même qu'auparavant en Grèce et en Serbie, de violentes tempêtes se déchainèrent sur la Bulgarie jusqu'à ce que la vie publique et politique du pays pût être canalisée dans un courant régulier. La Serbie pleine d'envie et de rancune, n'attendait que le moment propice pour se jeter sur la Bulgarie et satisfaire des appétits qu'elle n'avait pu satisfaire au congrès de Berlin. Le 6 (19) septembre 1885, par le coup d'Etat de Philippopoli, la Bulgarie du Nord et celle du Sud se déclarèrent unies et proclamèrent le Prince Alexandre de Battenberg souverain commun des deux provinces. Au moment où les Bulgares, s'attendant à une attaque de la part de la Turquie, dont les droits souverains étaient lésés par cet événement, avaient rassemblé leur armée à la frontière turque, on faisait à Belgrade des préparatifs dans un but d'agression ou, du moins, de chantage.

« La politique serbe ne pouvait pas viser à entraver l'union de la Bulgarie avec la Roumèlie ; cependant, en ce moment, elle comptait, pour le moins, maintenir l'équilibre politique dans la péninsule et obtenir une garantie pour son avenir national. Une rectification de frontière vers l'Est et un agrandissement au Sud : tel était le but du gouvernement serbe en cette circonstance. » Voilà ce que notait alors dans son journal Pirotschanetz qui était en ce moment un des membres du gouvernement serbe.

Le roi Milan, qui, à cette époque se trouvait hors de Serbie, s'empressa de prendre langue à Vienne, et de là déjà il télégraphia à son gouvernement de commencer la mobilisation. Le 8 (21) septembre, il retourna à Belgrade et convoqua un Conseil des ministres sous sa présidence. Il fit part à ses ministres des démarches qu'il avait faites à Vienne, communiqua ses impressions dont la substance était que les grandes puissances n'étaient pas encore au courant des événements et qu'elles voulaient surtout éviter

toute complication. « Mais les désirs des diplomates ne sont pas décisifs pour nous, observa-t-il. Nous sommes forcés en raison du traité de Berlin de défendre nos intérêts politiques et nationaux, adviennne que pourra ». Le Conseil des ministres approuva ces vues et envoya Voukaschin Pétrovitch à Vienne pour y conclure un emprunt en vue de la guerre projetée.

Milan ordonna à Voukaschin Pétrovitch de se rendre auprès de Kalnoky et de Kalay et de leur déclarer que la Serbie ne voit pas la possibilité de ne pas attaquer la Bulgarie ? Kalnoky se prononça résolument contre le projet serbe. Il conseilla de ne mobiliser qu'une division et de la concentrer à Nisch. « Lorsque cela aura été accompli sans bruit, dit-il, le gouvernement serbe n'aura qu'à s'adresser aux grandes Puissances ainsi qu'à nous, et réclamer ou bien le rétablissement du *statu quo* en Roumèlie ou la concession à la Serbie d'une compensation correspondante pour que l'équilibre entre la Serbie et la Bulgarie ne soit pas rompu (*). Si votre roi suit mon conseil, dites-lui que j'espère, dans le cas où la Bulgarie garderait la Roumèlie Orientale, que la Serbie recevra en compensation au moins le pays environnant Trn et Breznik, avec ces deux villes elles-mêmes. Mais si, malgré mes conseils d'ami, il déclare la guerre, il ne recevra rien, dans le cas même où l'armée serbe serait victorieuse. » Kalay parla dans le même sens et prédit même à Voukaschin, que les Serbes seraient battus. « Vous ne connaissez pas les Bulgares, dit-il entre autres, vous les prenez pour des « jardiniers », mais ce sont des hommes braves et prêts à combattre. Je crains qu'une guerre avec eux ne vous mène pas à bonne fin ; mieux vaudrait ne pas en découdre avec eux » (**).

La prédiction de Kalay s'accomplit. Bien

*) Dr Wladan Djordjévitch. « Histoire de la guerre serbo-bulgare » 1908, t. 1, p. 51 en Serbe.

**) S. Radeff. « Les constructeurs de la Bulgarie contemporaine », t. 1, p. 603

laissés en plan par les officiers russes et surpris traîtreusement, tandis que leurs forces étaient concentrées à la frontière turque, les Bulgares se tournèrent à marches forcées contre l'ennemi. (La Bulgarie ne disposait pas alors de chemins de fer.) Il y avait là militairement un tour de force qui remplit le monde d'admiration. Ils vainquirent et le poursuivirent jusqu'à Pirot et Nisch. C'est alors que l'Autriche sauva la Serbie par l'intervention.

Après 1885, la propagande serbe en Macédoine recommença, plus énergiquement que jamais, opiniâtre et systématique. Toute une littérature chauvine vit le jour pour convaincre les Serbes et le dehors que la Macédoine était serbe : l'Histoire et la Science y étaient falsifiées ad hoc. Un état de chose évident, flagrant était nié, des efforts et des sacrifices étaient consentis pour cacher la vérité manifeste que la population était bulgare, et qu'elle parlait bulgare, ayant un caractère et une conscience foncièrement bulgares.

Par suite de l'impossibilité de s'étendre à l'ouest, la Serbie cherchait air et espace pour son existence. Elle avait besoin d'une sortie du côté de la mer et de voies pour sortir de l'état d'isolement dans lequel elle se trouvait. Les théories nouvelles sur la Macédoine et les thèses des littérateurs chauvins serbes étaient accueillies par le peuple serbe tout entier avec avidité et avec un sentiment de soulagement. Les idées rajeunies des Panta Stretkovitch, Miloschévitch et Draguischévitsch tinrent bientôt toute la Serbie sous le charme. Et désormais dans ce pays égaré, il n'y eut plus personne pour se prononcer contre l'annexion de la Macédoine à la Serbie. Cette tendance devint comme un principe fondamental, un dogme sacré et intangible de la politique extérieure de la Serbie. Il n'y avait de différence de vues entre les partis que relativement au moment où cette question devait être soulevée et où il fallait procéder à sa solution. A cette époque, l'Autriche elle aussi qui voulait paralyser la propagande serbe en Bosnie et Her-

zégovine encourageait les prétentions serbes sur la Macédoine *).

Dans la période comprise entre les années 1885 et 1912, année de la réalisation de la ligue « balcanique », en Serbie deux courants luttèrent l'un contre l'autre. Le premier voulait l'annexion à la Serbie de la Macédoine tout entière. C'était celui de l'ancienne génération et des chauvins extrêmes, qui rêvaient la restauration de l'Empire du tzar Douchan. Le second courant, plus « modeste » et plus « pratique » était en faveur d'un partage « fraternel » de la Macédoine entre Serbes et Bulgares. Mais cette générosité elle-même n'allait pas plus loin qu'à accorder aux Bulgares la contrée limitée par la vallée de la Strouma, en se réservant pour soi-même toute la Macédoine occidentale et centrale. A ces deux courants la Bulgarie opposait l'idée de l'autonomie de la Macédoine, assurée que de cette façon la population bulgare serait délivrée du terrorisme étranger et qu'on éliminerait l'agitation, les insinuations et les séductions étrangères. On voyait là aussi le moyen de mettre les pays bulgares à l'abri de tout attentat du dehors.

Dans les dernières années, après s'être persuadé que, malgré la falsification de l'histoire et de la science, pratiquée longtemps par les professeurs et les publicistes serbes, malgré les énormes sacrifices gaspillés en agitations, malgré les fondations d'écoles, le régime des bandes et les pratiques de corruption en Macédoine, ce pays demeurerait bulgare, avec une population d'une conscience nationale bulgare profondément enracinée et inébranlable et que cette population ne cessait d'aspirer à la réunion à la Bulgarie, la majorité du peuple serbe consentit à l'idée d'un partage de la Macédoine après entente avec la Bulgarie, sous la forme d'une alliance entre les deux peuples.

Cette idée d'alliance trouvait en Serbie beau-

* Cf. l'article de la « Politische Korrespondenz » du 9 avril 1885.

coup plus d'adhérents qu'en Bulgarie, parce que dans cette dernière l'expérience historique mettait en garde contre tout enthousiasme déréglé en faveur de pareils projets. En peu de temps l'histoire avait donné de si nombreuses preuves du manque de sincérité des Serbes, que les Bulgares, malgré leur propension à enthousiasme pour les idées humanitaires et démocratiques, les sentiments de fraternité, de concorde et de paix, les formules d'unification slave, étaient très réservés et très circonspects.

En principe, personne en Bulgarie n'était contre une alliance avec la Serbie. Mais la question de Macédoine s'opposait à tout essai de réalisation de cette alliance. La partie plus faible — la Serbie — demandait des concessions ; la plus forte — la Bulgarie — n'en avait pas besoin ; en faire, c'était embrasser une politique de renoncement national. « La première, écrit Miliukoff, *) avait acquis, par ses essais infructueux, la conviction de son impuissance, mais croyait pouvoir résoudre elle-même ces questions nationales ; la deuxième n'avait dans son passé, que des succès à enregistrer et espérait mener son unification à bonne fin, aussi heureusement qu'elle l'avait commencée. On peut, dès lors, se représenter le peu de chance des projets d'entente serbes, s'ils ne sont pas imposés du dehors ».

C'est ce qu'écrivait Miliukoff encore en 1899. Quant aux Serbes, ils avaient reconnu cette vérité bien auparavant et, pour mettre leurs plans à exécution, ils guettaient le moment favorable. Les temps où la direction de la politique extérieure bulgare était confiée aux mains de gouvernements continuellement accessibles aux suggestions du dehors, surtout à celles de la Russie, leur parurent particulièrement favorables.

La Serbie fit à maintes reprises des tentatives de partage. Longtemps la Bulgarie ne montra que de l'aversion pour toutes ces coquette-

*) « Relations entre les Serbes et les Bulgares », p. 281.

ries. Ce n'est qu'en 1897, lorsqu'en Bulgarie le parti du peuple Narodna Partija fut au pouvoir que le gouvernement serbe réussit à entamer des pourparlers au sujet du partage de la Macédoine.

En 1896, le Prince Ferdinand, après sa reconnaissance comme souverain légitime de la Bulgarie, rendit visite à quelques cours d'Europe, et, à son retour en Bulgarie, s'arrêta à Belgrade. Là, au Palais Royal serbe, le roi Alexandre toucha la question du partage de la Macédoine, lors d'une liquidation éventuelle de la question macédonienne et fit la proposition d'attribuer la Macédoine occidentale, avec Salonique, à la sphère d'influence serbe. Lorsque, l'année suivante, le roi Alexandre rendit sa visite à Sofia, il y eut entre les gouvernements serbe et bulgare des négociations verbales en règle sur la délimitation des sphères d'influence des deux peuples en Macédoine. C'est ainsi que, pour la première fois, la Bulgarie accéda officiellement au principe du partage du pays. Dès l'année suivante, le gouvernement qui succéda au cabinet du Dr K. Stoïloff chargea l'agent diplomatique de Bulgarie à Belgrade de déclarer que le gouvernement bulgare renonçait à continuer les pourparlers menés jusqu'alors, parce qu'il estimait que la question macédonienne ne saurait être résolue sur la base des sphères d'influence *).

La Serbie saisit le second moment favorable en 1902, au temps d'un autre gouvernement russophile, celui du Dr Danetff. Ce dernier consentit à la nomination de Firmilien, comme métropolitite de Skopié.

Ainsi, pour la deuxième fois, la Bulgarie était forcée de reconnaître officiellement les prétentions de la Serbie sur une partie de la Macédoine. Et il n'est pas sans intérêt de signaler ici que ces mêmes hommes d'Etat bulgares qui

*) Dr *Wladan Djordjévitch*. « La fin d'une dynastie », t. II, 1909 (en serbe). Cf. Al. Tzankoff « Les relations commerciales serbo-bulgares », 1915, p. 12 (en bulgare).

avaient fait des concessions à la Serbie en 1897 et en 1902, restaient fidèles à l'esprit de leur politique : par le traité du 29 février 1912, la même partie de la Macédoine qui, en 1902, avait été reconnue à la Serbie était maintenant qualifiée de litigieuse, et il était réservé à l'arbitrage de l'empereur de Russie d'adjuger ce territoire à l'une ou l'autre partie. Ceci prouvait en même temps que plus le moment de la liquidation de l'héritage turc approchait, plus la Serbie, en pleine conscience de sa faiblesse, se montrait facile et conciliante. En 1897, elle exigeait Salonique avec la Macédoine occidentale tout entière ; en 1902, elle était prête à se contenter de la partie nord-ouest de ce territoire et, en 1912, elle admettait de reconnaître cette zone comme « litigieuse », laissant à l'Empereur de Russie le soin de décider, par voie d'arbitrage, à qui elle devait revenir sans conteste possible *).

*) En dehors de ces pourparlers au sujet du partage de la Macédoine, la Serbie fit également des sondages en 1904 et en 1910.

En 1904 on examina à Belgrade un projet d'alliance offensive et défensive entre la Bulgarie et la Serbie en vue d'arriver à l'autonomie de la Vieille-Serbie et de la Macédoine, autant que possible par des moyens pacifiques et, si besoin en était, par la force des armes. En principe les Bulgares n'y étaient pas opposés. Mais quand on en arriva à fixer les limites, les Serbes eurent recours à une ruse qui ne laissa pas d'être remarquée des Bulgares. Sous la définition géographique du terme de « Vieille-Serbie », ils cherchèrent habilement à faire comprendre dans la vieille Serbie tout le sandjak de Skopié. Les Bulgares s'y opposèrent et au bout de trois jours de discussion, on résolut de renoncer au caractère offensif de l'alliance et de ne la conclure qu'à des fins défensives (12-25 avril 1904). Par suite de l'absence de scrupules serbe, ce traité avec un texte très général et indéterminé fut divulgué à l'Autriche, et, bien mieux, fut livré à la connaissance du monde entier par sa publication dans les colonnes du *Matin*. En 1908, lorsque la Bulgarie se déclara indépendante et se trouva à la veille d'une guerre avec la Turquie, les Serbes jugèrent en outre bon d'annuler le dit traité défensif.

Après le « houriet » turc (proclamation de la Constitution) les diplomates russes proposèrent l'établissement d'une grande alliance balkanique, dont la Turquie renouvelée et constitutionnelle ferait aussi partie et qui serait dirigée contre l'Autriche, mais cette proposition fut rejetée parce que les diplomates balkaniques regardaient la Turquie avec méfiance, et surtout, parce que

Mais, de la part de la Serbie, cet esprit de conciliation n'était qu'un masque. On ne voulait que l'alliance avec la Bulgarie, pour se décharger sur l'armée bulgare de tout le poids de la guerre avec la Turquie ; car cette guerre devenait inévitable. Les événements ultérieurs dévoilèrent les vrais buts de la politique serbe et confirmèrent une fois de plus, clair comme le jour et tel qu'il résultait des relations serbo-bulgares jusqu'à cette heure, l'esprit des procédés diplomatiques serbes, dont les caractéristiques sont l'inconstance, la dissimulation, l'ingratitude, la rapacité, la bassesse et la trahison.

La base du traité serbo-bulgare du 29 février (13 mars 1912), qui était secret et que néanmoins les Serbes laissèrent publier dans le *Matin* du 24 novembre 1913, c'était la délimitation des territoires. Le traité déterminait certaines frontières « à l'intérieur desquelles la Serbie s'engageait à n'élever aucune prétention de rétrocession vis-à-vis de la Bulgarie ». La Bulgarie, de son côté, s'obligeait à ne rien réclamer de semblable à la Serbie. Entre ces deux frontières, fixées d'une manière précise, se trouvait la zone contestée. La Serbie recevait sans contestation les territoires au nord et à l'ouest de Schar Planina. La fixation des frontières définitives était laissée à la décision d'arbitrage de l'empereur de Russie. M. Cvijic fut le premier qui, par son article « La guerre balkanique et la Serbie », écrit la veille de la guerre pour la Revue anglaise « Review of Review » et publié dans le numéro d'octobre 1912 de cette dernière, fit connaître au monde la ligne de par-

le partage des territoires était impossible. Puis, en 1909 Milovanovitch essaya de demander Skopie et Kumanovo. Ce fut en vain. En 1910, à Pétersbourg il renoua les pourparlers avec Malinoff, ministre-président de Bulgarie, au sujet du partage de la Macédoine. Mais le représentant de la Bulgarie n'était pas porté à sanctionner les tendances serbes même favorisées par la diplomatie russe. Cf. L'Enquête de la Dotation Carnégie, p. 23-24.

tage des territoires suivant le traité. En même temps, cet article fut donné à l'impression en langue serbe à l'imprimerie nationale à Belgrade. Mais pendant qu'on l'imprimait, l'armée turque était battue en octobre de façon décisive et dans les cercles politiques serbes mûrissait l'idée préconçue de ne pas tenir les engagements qui découlaient des tractations d'alliance. La brochure de Cvijic avait à peine paru, qu'elle était saisie et immédiatement remise sous presse — pour « épuisement » de la première édition et parce que l'auteur avait procédé à certains changements et compléments. Cependant, quelques exemplaires de la première édition parvinrent jusqu'à Sofia et la première rédaction du travail de Cvijic était restée imprimée sur les pages de la « Review of Review ». Les modifications consistaient en ce que le professeur serbe s'était empressé de retrancher la partie la plus importante de son travail, à savoir le passage où il reconnaissait que la Macédoine occidentale, à l'exception des territoires situés au nord de Skopje, appartenait à la partie ethnographique bulgare, ainsi que cela avait été indiqué aussi dans le traité d'alliance. Mais les territoires mentionnés au nord de Skopje — bien que purement bulgares, — furent désignés comme « litigieux », les Serbes ne cessant de les qualifier de tels avec opiniâtreté.

Il était facile de deviner quels étaient les motifs qui poussaient Cvijic à apporter ces modifications à sa brochure *), quand on considère

*) Voici ce que Cvijic écrivait dans sa première édition, ainsi que dans la revue anglaise déjà mentionnée.

« Une entente au point de vue territorial et ethnographique est réalisée entre Serbes et Bulgares : la région de la Turquie, avec laquelle les intérêts de la Serbie sont liés, est celle appelée Vieille-Serbie, comprenant le sandjak de Novi-Bazar, Kossovo-Polje, avec Prichtina, Métoenia et les villes d'Ipek et de Pristrend, et enfin, certaines régions au sud du Montchar. La frontière sud de la Vieille-Serbie, ou mieux, la limite qui sépare la sphère des intérêts serbes de celle des intérêts bulgares, déterminée par traité entre la Serbie et la Bulgarie, a son point de départ sur la frontière bulgare près de Kustendil et suit la ligne de partage des eaux de la Pchina et de

que presque en même temps un changement se produisit aussi dans l'attitude des autorités militaires et administratives qui avaient occupé la Macédoine. Tandis que tout à fait au commencement, ces autorités établies dans une « sphère bulgare », suivant l'expression de Cvijic, à Bitolia, par exemple, reconnaissaient que leur séjour n'y était que temporaire et que bientôt elles seraient remplacées par des fonctionnaires bulgares, les Serbes commencèrent un peu plus tard à déclarer, de façon démonstrative et provocante, qu'ils ne quitteraient jamais un pays « conquis par le sang serbe » et proclamèrent à la face du monde que la population de cette contrée était serbe. C'était au commencement de novembre 1912, lorsque commencèrent les poursuites systématiques et cruelles contre les Bulgares instruits et surtout contre les révolutionnaires de jadis. C'est ainsi que fut inaugurée cette oppression terroriste qui est exposée en détail dans l'enquête de Carnegie. Ce régime de terreur tendait à la dénationalisation de la population bulgare. Quelles intentions la Serbie avait dès la conclusion du traité d'alliance et combien il ressort qu'elle pensait bien ne jamais l'observer, c'est ce que prouve l'instruction secrète que le gouvernement serbe déjà à la date du 15 septembre 1912, adressait à ses représentants diplomatiques auprès des cours européennes. Le ministre serbe des affaires étrangères, Paschitch, donnait, six mois après avoir apposé sa signature au bas du traité d'alliance et encore avant le commencement de la guerre, avant même que la mobilisation en eût

la Kriva-Réka, laissant Kriva-Palanka et Kratovo dans la sphère serbe. Ensuite, la frontière traverse Ovtché-Polé, en suivant la ligne de partage des eaux de la Brégalnitza et de la Ptchina et franchit le Vardar en amont de Vélés. De là, elle continue sur les pentes du Mont Yakoupitza, se confond ensuite avec la ligne de partage des eaux jusqu'au Mont Baba et aboutit au lac d'Okhrida, de sorte que les villes de Prilep, de Krouschévo et d'Okhrida restent dans la sphère bulgare, tandis que Strouga, Dibra et Tétovo sont laissées dans la sphère serbe ».

été déclarée, donnait dans l'instruction en question, l'ordre de faire en sorte que les villes d'Okhrida et Prilep, qui relevaient de la zone que la Serbie ne pouvait revendiquer en aucune manière (l'art 2 du traité), fussent comprises dans les futures frontières serbes.

« La terrible signification de l'instruction du 15 septembre 1912 réside en ceci, écrivait Miliukoff dans un article de polémique contre l'émissaire serbe Marko Cemovitsch *), que six mois et demi après la signature formelle de l'accord relatif au partage de la Macédoine et trois semaines avant le début de la guerre contre la Turquie, la diplomatie serbe prenait déjà ses dispositions pour préparer les Etats d'Europe à une rupture du traité. »

Avant même la déclaration de guerre générale de 1912, le gouvernement serbe délégua à Pétersbourg le Prof. Radovan Koschoutitch, avec mission « d'instruire » l'opinion publique russe dans l'esprit de l'instruction secrète de Paschitch.

Citant une conversation avec Koschoutitch reproduite dans le *Golos Moskvy*, la revue le *Slavianin* écrivait ce qui suit après citation du texte même dans son article du 15 juin 1914.

« Cet entretien avec Koschoutitch est la meilleure réfutation de l'accusation élevée dans la presse française et dans la presse serbe contre les Bulgares aux termes de laquelle ceux-ci sous l'influence de l'Autriche, auraient trahi la cause slave. Il est également évident que la Serbie a signé le traité pour ne pas l'observer et qu'elle a dépêché encore avant le début de la guerre M. Koschoutitch à Péterbourg pour travailler l'opinion publique russe en faveur des Serbes et contre les Bulgares. Le gouvernement serbe avait déclaré la guerre au traité d'alliance serbo-bulgare avant même que, en vertu de ce même traité d'alliance, la déclaration de guerre fût envoyée à la Turquie ».

*) *Rietch*, le 6 septembre 1914. Cf. aussi *Enquête dans les Balkans*, p. 42.

La guerre éclata. L'armée turque de Féthi-Pacha fut battue à Koumanovo et le 12 (25) octobre les Serbes entrèrent à Skopié. L'armée et l'administration serbes furent mises en contact avec la population bulgare d'un des plus importants centres culturels de Macédoine. Nous ignorons si elles avaient aussi « des instructions secrètes », mais, dès le premier jour, elles commencèrent à agir dans l'esprit de l'instruction secrète du 15 septembre 1912 adressée aux diplomates serbes. Laissons la parole à ce sujet à un correspondant de guerre russe *), qui avait visité Skopié quelques jours après l'entrée des troupes serbes. « Pour dire la vérité, c'était une administration tout à fait ignoble, sans civilisation et loyauté. A côté du chaos et du désordre qui régnaient non seulement aux premiers jours, après la prise de la ville — circonstance qu'on aurait encore pu excuser — mais même durant les deux ou trois dernières semaines, les troupes serbes ne se conduisirent rien moins qu'en « chevaliers sans reproche » vis-à-vis de la population locale.

« Les organes militaires serbes se montrèrent très peu soucieux lors de leur apparition en Macédoine de ne pas offrir des prétextes au déchaînement des passions nationales et de faire croire que des intrigues politiques de toute sorte ne seraient pas tolérées.

« Ils ne pouvaient, même au début, contenir leur haine traditionnelle contre les Bulgares et les Grecs, surtout celle qu'ils avaient contre les premiers ; la population de Skopié qui se composait principalement de Bulgares avait à peine, à l'occasion de la réception de l'armée serbe,

*) N. Chevalier. « La Vérité sur la guerre des Balkans ». (Notes d'un correspondant de guerre) Pétersbourg 1913 (en russe).

(Ibid. p. 60. Le correspondant décrit dans son livre les mérites du consul de Russie à Scopié, Kalmykoff, qui réussit à convaincre les Turcs de céder la ville sans livrer bataille et qui, jusqu'à l'arrivée des armées serbes, sut maintenir l'ordre et le calme, en organisant une gendarmerie composée de la population bulgare de la ville.

hissé, en outre du drapeau national serbe, le drapeau national bulgare, que déjà des soldats serbes affairés couraient de maison en maison pour enlever les drapeaux bulgares et grecs, en déclarant aux propriétaires que Skopié et la Macédoine du nord-ouest devenaient désormais des territoires serbes, et que dans la « Vieille-Serbie » restaurée il n'y avait aucune nécessité de laisser flotter des emblèmes étrangers.

La population bulgare dans sa maturité politique bien au dessus des Serbes et dirigée par le pasteur de haute culture et de grande humanité qu'était le métropolitaine des Bulgares Néophyte, ne voulait pas attrister la joie qu'elle éprouvait des premiers jours de l'affranchissement des chrétiens macédoniens du joug ottoman; elle contint sa mauvaise humeur et supporta en silence les humiliations.

— « Nous vous avons libéré », prétendaient les Serbes à toute occasion.

— « C'est la Russie, en la personne de son consul, qui nous a délivrés », répliquaient les Bulgares. « Quant à vous, vous n'avez pas versé une seule goutte de votre sang devant Skopié. »

— « Dans la Vieille-Serbie, il n'y a plus de Bulgares, et ceux qui se considèrent comme tels peuvent déguerpir du sandjak de Skopié. »

— « Nous étions Bulgares et Bulgares nous resterons. »

En un mot, les Serbes réveillèrent dans toute leur acuité les vieux motifs de discorde qui à toutes les époques ont constitué les points faibles dans la péninsule des Balkans et cela à un moment où la plus petite allusion ne devait même pas être faite sur de pareils sujets.

Le métropolitaine Néophyte qui jouissait d'une grande influence et d'une grande considération, s'efforçait du mieux qu'il pouvait d'apaiser les discussions déchainées. Il conseillait les Serbes, les priait de s'armer de modération et de tact politique pour ne pas permettre aux ennemis du slavisme de triompher.

Mais les bonnes paroles de l'évêque ne furent que *vox clamans in deserto* *).

Un autre correspondant russe, Victoroff-Toporoff qui avait aussi parcouru la Macédoine occupée par les Serbes, écrivait : « Dès le mois de décembre 1912, après la signature de l'armistice de Tchataldja, pendant que je visitais la Macédoine occupée par les Serbes et les Grecs, je sentais que ce régime d'occupation devait mener infaillible à une guerre entre les alliés ».

Dès le début, la presse serbe donna au territoire occupé par les Serbes le nom de « Nouvelle-Serbie ». Il va de soi que pendant un certain temps on fut réservé. Mais à peine l'armistice, signé le 20 novembre (3 décembre) 1912, les journaux *Politika, Srpska Sastava, Vetchérnié Novosti, Strja, Pravda, Mali Journal, Balkan, Srpské Noviné, Schtampa, Piémont* et autres déclarèrent sans se gêner que tout le pays occupé par les troupes serbes appartenait à la Serbie. Or, c'était toute la Macédoine contestée et non contestée. Il était évident que, avec l'autorisation du gouvernement, la censure permettait cette liberté à la presse mais les journaux eux aussi se réglaient d'après les instructions du gouvernement dont ils contribuaient à populariser la décision.

Cependant, la terreur dans les contrées occupées devenait de jour en jour plus grande. En 1913, lors de l'anniversaire de l'indépendance, un intellectuel, à l'écart de toute politique, le Prof. B. Tzoneff, au cours d'un discours prononcé à cette occasion, disait :

« C'est la tristesse au cœur qu'aujourd'hui encore, de même que les années précédentes nous sommes obligés de prononcer le nom de la Macédoine et malgré tout notre respect pour

*) Op. cit. p. 60. Le correspondant décrit dans son livre les services rendus par le Consul de Russie à Skopié, M. Kalmykoff, qui réussit à convaincre les Turcs d'abandonner la ville sans combat et qui put maintenir l'ordre et la tranquillité jusqu'à l'entrée des troupes serbes, activité dans laquelle il fut secondé par une gendarmerie par lui créée et qui se recrutait dans la population bulgare de l'endroit.

l'alliance balkanique de parler encore d'injustices et de cruautés dans cette contrée, comme si elle soupirait toujours encore sous le joug turc. »

Au mois d'avril 1913, le comité exécutif des Confréries macédo-andrinopolitaines (Makédono-Odrinski-Bratstva) en Bulgarie, publia un exposé de « La situation en Macédoine » telle que la décrit aussi plus tard l'Enquête de Carnegie, et fit entendre en terminant l'avertissement suivant :

« Les faits ci-dessus prouvent clairement que les alliés serbes et grecs ont mal compris leur devoir de libérateur. Mus par des considérations étroites et extrêmement égoïstes, il se sont écartés de leur voie toute tracée de libérateurs et de sauveurs de « parias » et sont entrés à la poursuite de leurs buts dans la voie des moyens de propagande, les plus extrêmes pour briser la force bulgare et brutalement étouffer l'esprit national bulgare.

» Nous, représentants unis de la Macédoine tout entière, considérons comme de notre devoir sacré de constater l'état réel des choses, d'attirer la plus grande attention de tous les facteurs intéressés sur la Péninsule des Balkans et de les avertir que toute combinaison politique artificielle entraînerait des troubles après elle et serait de nature à mettre de nouveau la paix en danger. »

« La main noire », ligue militaire serbe, ayant à sa tête le Prince héritier de Serbie, et qui deux années plus tard jeta le brandon incendiaire parmi les nations européennes et troubla la paix de l'Europe, laissa passer ces avertissements sans y prêter attention. Elle continua bien plutôt à travailler fiévreusement à son œuvre de trahison *).

Le 3 avril 1913, le délégué militaire de Bulgarie auprès du quartier général serbe, le commandant Razsoukanoff, relate dans un rapport à ses chefs les faits suivants qui, plus tard, fu-

*) Voir l'article de P.-N. Miliukoff dans le *Rietch* du 6 novembre 1914 et aux pp. 42-44.

rent confirmés par les événements eux-mêmes, ainsi que par les documents diplomatiques parus dans la suite :

« Sur l'insistance du quartier général serbe, le gouvernement de Belgrade a fixé la frontière orientale des territoires occupés le long des rivières de Zlétovo, de Brégalnitzza et de Lakavitza. Cercles et arrondissements sont organisés et leurs frontières sont arrondies par la force des armes. Un nouvel arrondissement vient d'être formé des villages des environs de Doïran. Cette frontière est établie par les troupes et dans ce territoire les Serbes s'arrangent comme s'ils étaient en Serbie. Pour s'assurer des territoires occupés, un compromis était conclu entre les Serbes et les Grecs... A cette fin, le 9 mars, Poutnik est allé « inspecter » la garnison de Bitolia, où il y avait alors à peine un régiment et où le Prince héritier s'était déjà rendu à deux reprises, toujours dans un but d'inspection. Ce qui a été discuté et arrêté entre les deux alliés aux dépens du troisième absent, dans le train spécial de Salonique à Bitolia, mis par les Grecs à la disposition de Poutnik, voilà ce qui était le but de Poutnik et non pas l'inspection. Le parti militaire serbe, le Prince héritier en tête, rêve et travaille à la réalisation d'une « Grande Serbie », dont la frontière entre elle et la Bulgarie doit au moins être le fleuve Strouma ... Les préparatifs évidents des Serbes, non seulement pour la résistance mais encore en vue de « l'occupation » de ce qui « n'est pas encore occupé », et préparatifs démontrés par la concentration de leurs troupes dans la vallée du Vardar, prouvent déjà clairement la décision prise par eux. La division du Drin et la deuxième classe de celle du Timok sont déjà groupées entre Ghévghéli et Vélès. La première classe de la division du Danube est concentrée à Koumanovo et la deuxième de celle de la Morava est transférée de Tétovo à Skopié et vers l'est. »

En effet, il a été établi plus tard par le *livre vert* de Roumanie que le voyage du général

Poutnik n'avait rien moins qu'une inspection en vue : la ligue militaire serbe s'en servit pour conclure avec le quartier général grec un traité d'offensive général contre la Bulgarie.

Paschitch était déjà entièrement sous l'influence de la ligue militaire. Au commencement, d'une façon peu résolue, il proposa seulement au gouvernement bulgare une révision du traité. Puis, lorsque « la main noire » se fit sentir d'une façon menaçante auprès de lui, il fut plus audacieux et plus tenace dans ses exigences ; il devint de plus en plus pressant avec ses prétentions auprès du gouvernement bulgare. Son collègue, St. Protitch, dans un pamphlet qu'il publia sous le pseudonyme de « Balkanicus », se fit bientôt le théoricien de l'astuce serbe en préconisant la clause *rebus sic stantibus* et en la justifiant dans le journal *Samoupravna* par « les intérêts vitaux » de la Serbie.

Plus tard, lorsque la Serbie ne reçut pas dans sa guerre contre l'Autriche-Hongrie l'assistance espérée de la Grèce invoquant la formule lapidaire *rebus sic stantibus*, les Serbes n'hésitèrent pas un seul instant à accuser les Grecs de trahison.

La Serbie a déclaré que les traités internationaux étaient un chiffon de papier, elle a donc aujourd'hui moins que quiconque le droit de proclamer qu'elle lutte pour le rétablissement de la foi des peuples en ces mêmes traités. La Serbie avait créé le premier précédent ébranlant la foi des peuples dans ces traités et détruisant la paix européenne. Aussi, peut-on dire, avec raison, qu'en dehors du crime de Sarajevo, l'attentat physique qui déclencha la guerre dévastatrice actuelle, la Serbie a commis aussi un autre attentat qui a attiré sur l'Europe entière des épreuves jusqu'ici inconnues de l'histoire, à savoir l'attentat moral, le crime contre la foi des peuples en les traités internationaux.

Après avoir bien fortifié le point stratégique central de Sultan-Tépé, ainsi que toute la frontière, les Serbes étaient prêts à la guerre ; celle-

ci ne tarda pas à éclater. Il va de soi, que de nouveau les Serbes en rejetèrent la responsabilité sur les Bulgares. Ils surent habilement tirer profit de l'incident du 16 juin, étincelle qui devait nécessairement surgir dans l'atmosphère surchauffée, créée par les Serbes eux-mêmes. Le gouvernement bulgare voulut être loyal jusqu'au bout : il releva le généralissime de son commandement et donna l'ordre de suspendre les opérations militaires, priant en même temps l'adversaire d'en faire autant. Mais ceux-ci s'y refusèrent. La guerre suivit son cours et finit à Bucarest par un traité, qui — de l'aveu général — devait avoir comme conséquence la guerre actuelle.

Dans la question de savoir qui, des alliés, est responsable de la guerre, l'opinion publique européenne désintéressée a déjà prononcé. Elle a unanimement condamné la Serbie.

« Déjà au commencement de juin 1913, écrit Vl. Victoroff-Toporoff, dans son article de la *Rouskaia-Mysl*, à Belgrade, à Athènes et à Bucarest la guerre contre la Bulgarie était une affaire décidée et je sais positivement que si le 16 juin les Bulgares n'avaient pas attaqué les Serbes, l'agression des Serbes et des Grecs contre les Bulgares devait se réaliser quelques jours plus tard. Elle aurait eu lieu, alors même que les délégués de la Bulgarie et de la Serbie auraient eu le temps de se rendre à Pétersbourg pour prendre part à la conférence et à l'arbitrage. »

Francis de Pressensé, dont le nom demeurera dans l'histoire de la France et dans celle de l'Europe comme le symbole de la vérité et de l'honnêteté, a expliqué la catastrophe de la Bulgarie en ces termes : « Serbes et Grecs profitèrent des efforts et des sacrifices incomparablement plus grands du peuple bulgare, de sa lassitude et du « cynisme de la Roumanie ». Quant aux événements du 16 juin, il en a donné la formule la plus claire et la plus exacte : « La Bulgarie n'a que le tort technique de l'offensive apparente, qui la fit tomber dans le piège, tendu par Serbes et Grecs. » *)

*) *Courrier européen*, du 22 novembre 1913.

Enfin il était encore réservé à M. Paschitch, lui-même, de prendre l'initiative d'une confession indirecte et de convenir de la vérité voilée par les Serbes avec tant de maîtrise. Après que le plan astucieux eût produit des résultats auxquels les Serbes, eux-mêmes, ne s'attendaient pas, après que la Bulgarie eût été trompée et dépouillée, M. Paschitch pensa qu'il lui était alors permis de montrer ses cartes. Un jour qu'à la Skoupschtina ses adversaires politiques lui reprochaient d'avoir fait valoir bien tard ses exigences de la révision du traité ainsi que des compensations complémentaires, M. Paschitch répondit du haut de la tribune :

« La Serbie n'aurait rien gagné à une politique de ce genre : elle y aurait bien plutôt perdu. Les Bulgares auraient alors sacrifié Andrinople, comme ils l'ont fait plus tard. Nous aurions dû alors nous expliquer relativement à la Macédoine dans des circonstances qui, pour nous autres Serbes, n'auraient pas été favorables. Le conflit aurait quand même éclaté, mais avec cette différence que notre situation aurait été bien moins avantageuse et celle de la Bulgarie l'aurait été beaucoup plus.

* * *

La situation favorable pour la Bulgarie surgit bientôt. La ligue militaire serbe, enivrée des fantasmagories mégalo-serbes ainsi que des succès faciles de 1913, s'engagea dans de nouvelles aventures. L'attentat de Serajévo avait été préparé par elle ; il provoqua la guerre européenne.

La guerre dévoila la grosse erreur des calculs du traité de Bucarest. Elle montra la valeur et l'importance de la Bulgarie dans une conflagration européenne comme Etat balkanique central. Devant la réalité toutes les idées fausses répandues sur la Bulgarie à l'aide desquelles les associés de Bucarest cherchèrent systématiquement à induire en erreur l'opinion publique européenne, se dissipèrent d'un coup.

On reconnut que c'est la Bulgarie qui détient la clé des Dardanelles et du chemin de Berlin à Bagdad. L'issue de la guerre dépendit donc en grande partie de celle des deux voies que la Bulgarie ouvrirait aux victoires décisives.

Elle garda une neutralité rigoureuse et loyale. Après de longues manœuvres des plus diverses, par lesquelles l'Entente s'efforça d'attirer la Bulgarie de son côté sans engagement positif relativement aux compensations, le 16 mai 1915 celle-ci se résolut enfin à adresser à la Bulgarie une proposition en bonne et due forme de prendre position dans la guerre mondiale. Le texte exact de la proposition est demeuré secret jusqu'à ce jour, mais ce qui est notoire, c'est que la Russie, l'Angleterre, la France et l'Italie ont déclaré d'une manière officielle et solennelle au ministre-président bulgare, Dr Radoslavoff, qu'elles reconnaissent la justice des exigences bulgares *). La Bulgarie exigea alors que le traité de Bucarest fut annulé et que l'on donnât des garanties sérieuses, qu'il ne serait pas procédé à cette annulation seulement « pro forma » mais en fait. Les garanties réelles que demandait la Bulgarie consistaient en la restitution de la Macédoine à la Bulgarie par la Serbie, conformément au traité d'alliance de 1912. La Serbie refusa de satisfaire à cette exigence, une exigence si équitable et si justifiée après la trahison commise de sa part envers un allié, cela conformément à une habitude séculaire serbe de ne point remplir ses promesses, surtout à l'égard de la Bulgarie!

Lorsque les propositions de l'Entente furent connues à Belgrade, un organe officieux, le « Pravda » du 28 mai 1915, écrivit ce qui suit : « On ne trouvera en Serbie aucun gouvernement prêt à consentir à ce qu'on prenne à la Serbie ses territoires.

*) C'est ce que M. le Dr Radoslavoff déclara dans son discours du « Sobranié » du 30 décembre 1916.

Avant d'entrer en négociations à Sofia, nos amis devraient se poser la question de savoir, s'il est nécessaire de parler et si oui, si ceux que ces négociations veulent atteindre sont d'accord en principe. Et lorsqu'on en vient à se poser cette question, on s'aperçoit immédiatement que la Bulgarie ne veut pas faire la guerre et qu'elle soulèvera les questions qui nous sont les plus chères.

Le lendemain, le même journal ajoutait : « Il ne faut pas oublier que le droit acquis par le sang ne peut être abandonné que par le sang. »

Conformément aux instructions du gouvernement, la presse serbe haussa le ton de son intransigeance.

Un jour, le 23 mai 1915, on pouvait lire dans la « Tribouna ».

« Si la Serbie devait en venir à céder même la plus petite partie des territoires qu'elle a payés de son sang, nous saurons venger cette injustice comme il convient. Et, afin de pouvoir nous garantir une fois pour toutes du côté de la Bulgarie, nous ferons ce que nous devons faire aussi vis-à-vis de l'Albanie; à savoir occuper tous les territoires serbes jusqu'à la Jantra et jusqu'à la Maritza et les incorporer à la grande Serbie, à la Yougoslavie unie. »

Enfin, le gouvernement serbe lui-même par l'intermédiaire du bureau de presse serbe prit aussi position dans la question. Ce dernier lançait le 5 juin 1915, le télégramme suivant :

« Le journal officieux « Samoouprava » publie, dans son numéro de ce jour la communication suivante : les journaux mal informés répandent des bruits suivants lesquels des pourparlers auraient été entamés au sujet des concessions que la Serbie, la Grèce et la Roumanie devraient faire à la Bulgarie pour que celle-ci puisse attaquer la Turquie. Nous sommes en état de déclarer que ces bruits sont tendancieux et faux et qu'ils sont répandus et publiés dans un but de malveillance. »

C'est ainsi que le gouvernement serbe « désavouait » les grandes puissances alliées de l'Entente. Il est hors de doute que ce communiqué faux et tendancieux d'un bout à l'autre, était lancé uniquement dans un but de provocation, car l'autre journal officieux, le « Pravda » du 3 juin, fit connaître que les puissances de l'Entente avaient décidé « que les négociations entamées avec la Bulgarie ou avec les autres Etats neutres seraient menées au sù de la Serbie. »

Ce fut le point de départ d'un véritable accès de rage de la presse serbe ; journalistes, professeurs et diplomates, rivalisèrent d'intransigeance et de chauvinisme.

A la même époque, au mois de juillet, Gustave Hervé mettait en garde contre « l'épine bulgare » et faisait appel à Belgrade dans les termes suivant :

« Il est nécessaire que l'on comprenne à Belgrade quelle assistance précieuse l'intervention Bulgare peut nous valoir au moment actuel.

» L'intervention de la Bulgarie, c'est la chute de Constantinople entre les mains de l'Entente dans un espace de 15 jours ; c'est la disponibilité des troupes franco-anglaises des Dardanelles ; c'est leur emploi en Hongrie, sur le front sud où combattent les Serbes ; c'est, avant tout, l'ouverture des Dardanelles et l'approvisionnement de l'armée russe par les Détroits en munitions qui lui font défaut pour pouvoir entreprendre une offensive contre les troupes allemandes et infliger le coup de grâce à l'armée allemande ; c'est en d'autres termes, l'abréviation de la guerre de six mois. »

L'opiniâtreté et l'irréductibilité de la Serbie furent plus fortes que l'absolue nécessité de l'assistance bulgare pour l'Entente. On en connaît les suites. C'est l'histoire de l'année de guerre 1916. C'est l'histoire de maintenant. Chacun la voit, il est inutile d'en parler.

Il nous reste à dire encore quelques mots de la propagande serbe, au moyen de laquelle la Serbie poursuivait la conquête de territoires

étrangers pour régner sur d'autres peuples, cependant qu'elle perdait son propre territoire et menait son propre peuple à l'abîme.

Un rapide coup-d'œil historique sur cette propagande, mettra complètement au point l'exposé de l'avidité serbe relativement aux pays bulgares.

III

La propagande serbe.

Toute politique a besoin d'un certain fondement théorique. Cela est vrai aussi de cette politique, qui n'a aucun but moral en vue et qui, pour atteindre ses fins, est forcée d'avoir recours à des moyens condamnables. C'est pour cela que la diplomatie ne doit pas se permettre d'être en contradiction avec la morale et la science. Et cependant si elle y est forcée, il lui faut auparavant trouver une justification apparente de sa manière d'agir, revêtir un déguisement convenable et prévenir l'opinion publique en la travaillant dans le sens désiré ; il lui faudra essayer d'étouffer la voix de la vérité, de la justice et de la morale dans le vacarme d'une agitation bruyante.

Les convoitises serbes au sujet de territoires bulgares ont dû se conformer à cette nécessité.

C'est elle qui est à la base des ramifications de la propagande serbe, sous la forme de trois manifestations : 1. Propagande en Serbie relative à la Macédoine ; 2. Propagande en Macédoine contre la Bulgarie et 3. Propagande extérieure pour la Serbie contre la Bulgarie.

En 1899, le Prof. P. Miliukoff *) distingue dans cette propagande trois périodes : « Si dans la première période, dit-il, la Macédoine devait être unie à la Serbie, parce que pays yougoslave, et dans la seconde parce que territoire serbe, il faut maintenant, dans la troisième période, qu'un morceau de la Macédoine en soit séparé pour le

*) Relations entre Serbes et Bulgares. etc. (en russe) pp. 239-240.

seul motif que cela est nécessaire aux possibilités d'existence ultérieures de la Serbie, qui doit obtenir une issue à la mer. »

Après 1899, on pourrait encore distinguer différentes phrases; mais la plus caractéristique de toutes est la plus récente, dans laquelle on revendique, pour la Serbie, la Macédoine comme ayant été libérée par l'effusion du sang serbe.

Evidemment un tel schéma ne saurait donner une idée exacte des détails. L'argumentation des phases plus anciennes se mêlait avec celles des plus récentes. Ce mélange devait conférer à la thèse à prouver plus de force probante pour que la cause défendue parût « juste » à un degré plus élevé.

Au point de vue des méthodes et des moyens dont la propagande serbe se servit, on peut de même établir différentes périodes. La première est caractérisée par une activité d'éclaircissement purement culturelle en Macédoine; la deuxième fut consacrée à une activité organisée et systématique — qui se développa simultanément en Serbie et en Macédoine — fut encouragée et soutenue par l'Etat; dans la troisième on conclut l'alliance avec la Grèce; la corruption comme système, le terrorisme des bandes, une agitation la plus active à l'extérieur sont à leur apogée.

Quant aux arguments de la propagande, ils sont de trois sortes: historiques, ethnographiques et juridiques.

* * *

Jusqu'en 1840 il n'y a pas de propagande serbe. Alors chaque fait de l'histoire avait sa place, chaque personnalité conservait son nom et sa nationalité. « Le Tsar Samuel n'avait pas été Serbe. Krali Marko n'avait été ni l'incarnation d'un chauvinisme imaginaire, ni un descendant de Douchan et Douchan lui-même n'avait régné ni sur Ikhtiman, ni sur Philippopoli. Alors les frontières de la Schoumadie n'allaient pas jusqu'à Schoumen, ne pénétraient pas dans son

territoire et en Bessarabie il n'y avait pas encore de « Serbes blancs *) ». Pour les hommes d'alors participant à la vie publique, pour les savants, les historiens et les hommes d'état de cette époque, la Macédoine et la Pomoravie n'étaient pas des pays serbes, mais bien des pays bulgares colonisés par des Bulgares.

A cette époque, toute chronique, tout livre serbe contiennent des témoignages, des données et des documents sur le caractère bulgare de la Macédoine et de la Pomoravie. Les témoignages serbes à ce sujet foisonnent et pourraient constituer des volumes entiers. Un bon nombre d'entre eux nous ont été présenté par le Professeur Jordan Ivanoff, « Les Bulgares en Macédoine » et par le Prof. Dr. A. Ischirkoff, « Les confins occidentaux des terres bulgares. » Monsieur S. Tschilinghiroff, dans son nouvel ouvrage sur « la Pomoravie, » nous offre quantité de nouveaux documents de nature à compléter les auto-accusations serbes déjà réunies et cela pour les frontières proprement dites de la Pomoravie.

On peut suivre le premier début de la propagande serbe jusqu'à l'époque des soulèvements de Nisch, de Vidin et de Pirot (dans les années 1847-48-49). Le succès que les Serbes avaient obtenu par l'annexion des territoires bulgares, les encouragea à poursuivre leurs efforts en ce sens et, vers l'année 1848, on constate déjà les premiers essais de propagande. Une société fut fondée, dans le but de travailler à la création d'une grande Serbie, dans laquelle entreraient les terres autrichiennes peuplées de Serbes, la Dalmatie, l'Herzégovine, la Macédoine, jusqu'à la mer Adriatique et la Bulgarie supérieure jusqu'au Mont des Balkans.

On agit au début avec beaucoup de prudence : l'agitation était plutôt un sondage circonspect qu'une propagande véritable **). On se conten-

*) St-Tschilinghiroff. Le Pays de la Morava d'après des témoignages serbes, Librairie Nouvelle à Lausanne, 1917.

**) St-Tschilinghiroff, p. 32.

tait d'envoyer en Macédoine des livres, principalement ecclésiastiques. Ce n'est qu'après ces efforts improductifs que la Société entreprit de préparer l'opinion publique en Serbie et, ce qui était tout à fait naturel, on s'occupa tout d'abord de la Vieille-Serbie, dont quelques parties se trouvaient encore sous la domination turque *).

Vouk Karadjitch ne fait pas mention de la Vieille-Serbie dans sa description géographico-statistique de la Serbie (1827). Pour la première fois, on trouve ce nom dans la carte du royaume de Serbie, par Jean Bougarsky. (La carte de la principauté de Serbie par J. Bougarsky) et dans le livre de Yankovitch et Grouitch, « Slaves du Sud, » Paris 1853, p. 126. La même année parut aussi la carte Desjardins où la Vieille-Serbie est indiquée d'une façon particulière par des frontières en rouge. Au début ne firent partie du territoire de la Vieille-Serbie que les villes bulgares de Prokouplé et de Leskovetz. Plus tard furent glissées également les villes du Patriarchat d'Ipek Skopié. Les frontières de la Vieille-Serbie s'étendaient toutes les années un peu plus et en 1860 une géographie serbe alla même jusqu'à réclamer pour la Vieille-Serbie les villes de Salonique, Srédiétz (Sophia), Tatar-Pazardjik et Pléven et tous les pays jusqu'au Danube**). Sur la carte annexée aux prétentions serbes, lors de la conclusion du traité de San-Stéfano, la Vieille Serbie embrasse déjà le sandjak de Novi-Bazar, la Macédoine septentrionale (Debre, Vélès, Schtip, Djoumaïa, et une partie de la Bulgarie occiden-

*) « Ce sont les Serbes de l'Herzégovine, de la Bosnie et de la Métoche appelés la « Stara-Serbia ». En citant cette définition de la « Stara-Serbia » (Vieille-Serbie) empruntée aux livres de Vladimir Jovanovitch : « Les Serbes et la mission de la Serbie dans l'Europe d'Orient », P. Miljukoff « Relations entre Serbes et Bulgares » p. 261, continue : « Cela répond en effet aux dénominations géographiques locales ainsi qu'à toutes les cartes qui n'ont pas subi l'influence grand-serbe ».

**) St-Tschilinghiroff, p. 133.

tale (Radomir, Kustendil, Dragoman, Belogradtchik et Vidin).

Dans la nouvelle littérature de propagande serbe, la « Vieille-Serbie » a les frontières les plus variées possibles. « La science géographique et historique, dit Sr. Tschlinghiroff *) est devenue une bande de caoutchouc que, pour déterminer les frontières de la Vieille-Serbie, tout Serbe chauvin étire dans la direction qu'il veut et autant qu'il lui convient, de sorte que de nos jours, la Vieille-Serbie embrasse toute la Bulgarie, jusqu'aux portes de Constantinople.

Au début, l'opinion publique serbe accueillit très froidement, même en désapprouvant, les efforts de propagande. Lorsqu'en 1860 M. Milojevitch reporta les frontières du serbisme bien loin derrière la Morava, Schar Planina et le Vardar, ses théories parurent étranges aux Serbes eux-mêmes. La première voix élevée contre cette propagande fut celle de l'« Omladina » serbe qui travailla à un rapprochement entre Serbes et Bulgares.

Au moment même où la Société littéraire serbe publiait à ses frais les « chants nationaux des Bulgares de Macédoine » recueillis par l'archéologue serbe St. Verkoyitch, elle refusa un secours d'argent à M. Milojevitch, un des chefs de la propagande, qui en avait besoin pour recueillir et publier des matériaux sur la Macédoine, parce que ce dernier la considérait comme une terre serbe. Vladan Djordjevitch, traite de fous Stretkovitch et Milosch Milojevitch, à cause de leurs exagérations d'agitateurs. Enfin, en 1873, Bogoslavjevitch condamna sévèrement à la Skoupschtina la propagande qu'il qualifie de périlleuse pour Serbes et Bulgares. Des applaudissements accueillirent ses paroles **). Ristitch lui-même qualifie M. Milojevitch « d'exalté » ***).

*) Le Pays de la Morava suivant des témoignages serbes, p. 34.

*) St-Tschilinghiroff, p. 35.

***) « Spolaschni Odnoschaji, III, p. 279-280. Les relations extérieures de la Serbie (en serbe).

Soutenu moralement et financièrement par le gouvernement serbe, l'organisation de la propagande se développa à vue d'œil. L'opinion publique en Serbie fut ébranlée et subjuguée et s'abandonna finalement aux nouvelles doctrines. La propagande s'empara de toutes les couches et de tous les recoins de la vie publique en Serbie. Elle se fraya un chemin dans la Skoupschtina, pénétra jusque dans les villages, fusa dans la presse quotidienne et périodique, s'introduisit dans l'église et l'école, s'installa au cabaret, hypnotisa les patriotes et les hommes politiques. La masse du peuple ne connaissait pas la Macédoine du présent ; mais le passé, le court passé de l'empire de Douchan était si brillant, l'idée d'un futur empire yougoslave était si séduisante pour lui que toute parole des agitateurs grand-serbes, qui au début était accueillie avec moquerie, fut ultérieurement acceptée comme une révélation de la justice suprême. L'épidémie chauviniste fit de rapides progrès.

Elle trouva un terrain excellent dans la mentalité du peuple serbe. Dès le début de ses luttes nationales, ce dernier, en contradiction avec le peuple bulgare, avait révélé une âme romantique. « Le peuple serbe s'enthousiasmait plus de l'exploit, que de ses résultats. Il lui est indifférent d'arriver à quelque chose pourvu qu'il ait l'occasion de se distinguer dans la tension du combat. C'est ici qu'il faut chercher le fondement du culte de la personnalité des Serbes, culte qui, chez ce peuple atteint un développement prodigieux. Les actions de la personnalité, ses faits héroïques, ses succès et ses défaites, — tel est le contenu de toute la vie serbe. Ce trait de caractère, les Serbes ne l'ont pas non plus perdu jusqu'à ce jour. Aujourd'hui encore, absolument comme dans le passé, ils relient tous les événements de leur histoire à une personnalité déterminée, qu'elle s'appelle Sindjélitch, Kara-George ou Poutnik, peu importe. Nul doute que ces traits de caractère sont plus propres à se manifester par des actes auxquels s'attache

l'élément du merveilleux, élément que la mentalité réaliste du Bulgare n'encouragera pas. Pour poursuivre la comparaison il suffira de rapprocher l'un de l'autre le soulèvement de ces deux peuples : le soulèvement serbe sous Kara Georges et le soulèvement bulgare de Nisch. Entre eux, il y a tout un abîme. Le premier est un soulèvement avec toutes les caractéristiques d'éclat et d'audace, le second se fit sans bruit et presque pacifiquement. Le premier est une suite de collision personnelles entre opprimés et oppresseurs, le second surgit d'un conflit entre possédants et serfs. Le premier est un combat entre risqué-tout et janissaires et Dahis, le second est une lutte de la population paisible contre l'appareil administratif*).

Les mêmes caractéristiques nationales du peuple serbe se sont également manifestées dans la guerre actuelle. Dans une complète méconnaissance de la réalité et enivré de ses propres vantardises relativement à ses héros et à sa toute-puissance, il a cherché dans un élan, à l'aide d'un attentat, à transformer la carte de l'Europe et à faire passer dans les faits son chimérique idéal de la Yougoslavie. Les Serbes ne veulent pas connaître — et mieux, cela ne les intéresse même pas — la nature des conceptions, des sentiments et des idéaux populaires de ces Slaves du Sud qu'ils veulent unifier. A aucune époque le Serbe n'a compté avec la réalité et tous les grands insuccès nationaux du serbisme ont leur origine dans cet état d'esprit maladif. Cela a toujours été sur la réalité des choses que le peuple serbe est venu échouer, et cependant, il n'en a tiré aucune leçon. « Le Poète d'entre les peuples slaves », c'est ainsi qu'il y a longtemps Miskiewicz qui était enthousiaste de la poésie populaire serbe, nommait les Serbes. Les Serbes resteront toujours un peuple à vie sentimentale violente, un peuple à événements d'une héroïque folie. Dans le domaine de la politique

*) St. Tschilinghiroff, P. 7.

et des relations internationales de telles manifestations de vie nationale mènent infailliblement à ce qu'on a l'habitude d'appeler... des aventures.

Une fois maîtresse de l'opinion publique en Serbie, la propagande se risqua en Macédoine aussi avec plus de hardiesse. Ici, elle passa par plusieurs phases de développement. Au début, comme nous l'avons déjà dit, elle n'envoyait à la population locale que des livres de piété et, mêlés à eux, aussi quelques livres de caractère profane. Le but était que la population s'habitât à exiger, à attendre et à lire des livres semblables venant de Serbie. Dans les séminaires ecclésiastiques serbes, furent instituées des sections spéciales pour élèves des pays slaves voisins parmi lesquels des Bulgares de Macédoine et de Bulgarie. Bien plus, on fonda une école théologique spéciale pour la préparation d'« Apôtres » de la nationalité serbe *), ainsi qu'une société dont le but est d'étudier la situation dans la « Vieille-Serbie » et de renseigner le ministre des affaires étrangères sur les endroits où doivent être ouvertes des écoles serbes. Du premier comité de cette société faisaient partie l'archimandrite Doughitch, Milosch Milojevitch, Panta Sretkovitch et, en 1872, Stoyan Novakovitch le compléta. Tout d'abord, la ville de Nisch fut choisie comme centre de la propagande organisée et, plus tard seulement — tout récemment, il y a à peu près dix ans — celle-ci fut transférée à Skopié. Des filiales furent établies à Vrania, Skopié, Prizrene, Koumanovo et autres lieux. Des agents bien payés parcouraient ces régions et prétextaient là où la population accueillait hostilement leur activité « des efforts de civilisation ». A cela il leur fut répondu aussi bien par la population que par les journaux bulgares d'alors que mieux valait, avant de faire des dépenses pour des peuples étrangers, se soucier de l'instruction des Serbes vivant dans l'ignorance dans les pays exclusivement serbes

*) Conf. St. Tschilinghiroff P. 37.

de la Bosnie et de l'Herzégovine. Comme de cette manière ils étaient entrés en opposition avec la conscience nationale fermement enracinée des Bulgares de Macédoine et qu'ils étaient convaincu que tous les grands efforts et sacrifices pécuniaires ne justifiaient pas les résultats presque sans importance obtenus, les agitateurs eurent recours à un second appau. Ils n'ignoraient pas que la population macédonienne était avide non seulement d'instruction, mais encore de protection contre le régime arbitraire turc. La situation sans défense dans laquelle se trouvaient ces derniers les avait jadis obligés à demander l'union avec le pape et la sujétion étrangère. Maintenant les agitateurs de la propagande serbe se mirent à parcourir les villages et à y pêcher des âmes avec des « petits moyens » nouveaux. « Renoncez à vous appeler Bulgares, parce que comme tels vous êtes tyrannisés ; appelez-vous Serbes, et l'État serbe s'engagera à vous protéger et à s'occuper de votre affranchissement. Votre pays est un sol serbe ; il a autrefois fait partie du royaume de Douchan. Il est vrai que vous parlez bulgare, mais c'est surtout parce que vous êtes en relation avec des Bulgares. » Ce genre d'agitation attira bon nombre de Bulgares. Ils fréquentaient dans leur pays des écoles serbes, car on ne leur permettait pas d'en ouvrir de bulgares et quand malgré tout on en avait fondé, le Patriarcat grec s'entendait à obtenir leur fermeture ; aussi les Bulgares allaient-ils aux écoles serbes pour éviter les écoles grecques. Devant les étrangers et les autorités ils s'appelaient Serbes, mais la conscience qu'ils étaient bulgares ne disparut jamais en eux. A la maison et dans la vie publique ils parlaient bulgare, ne connaissant d'ailleurs pas d'autre langue. Les Bulgares trouvaient un moyen légal pour assurer aux livres bon accueil et débouchés. C'étaient les salles de lecture, où le paysan bulgare, l'artisan et l'ouvrier bulgare, même après avoir fréquenté l'école serbe ou grecque, se rendaient moins par intérêt pour la science, qu'à cause du désir de cultiver la langue bulgare et de maintenir le bulgarisme.

La masse du peuple en Macédoine parut aux propagandistes trop conservatrice. Aussi eurent-ils recours, vers la fin des années soixante à d'autres méthodes d'action. Ils abandonnèrent la grande masse et consacrèrent désormais toute leur activité aux intellectuels, conducteurs du peuple. Ces efforts particulièrement grands furent faits du côté serbe après 1870, lorsque les Bulgares eurent réussi à obtenir de la Porte leur indépendance ecclésiastique ainsi que la reconnaissance de leurs frontières ethnographiques. Cette nouvelle méthode était notablement plus dangereuse pour la nationalité bulgare, aussi la presse bulgare de Constantinople s'éleva contre elle. Mais tout le poids de la lutte contre les aspirations serbes de date plus récente comme aussi plus dangereuses que celles des Grecs, fût supportée par la société macédonienne de bienfaisance qui fût fondée à Constantinople. Ces ressources étaient toutefois bien minimes comparées aux sommes énormes confiées à ses agents par le gouvernement serbe. Les auxiliaires cultivés dont disposait la société de bienfaisance étaient aussi relativement insuffisants. A cette époque, l'Exarchat bulgare qui venait d'être constitué ne pouvait non plus rien entreprendre ni pour l'éducation du peuple, ni pour la résistance à la propagande serbe. Il devait se contenter de lutter pour son propre maintien aussi bien contre les Serbes que contre les Grecs. Sous ces auspices favorables la propagande serbe fit un certain progrès.

Si l'une des raisons principales pour lesquelles la Serbie se jeta dans cette propagande doit être cherchée dans le fait que le peuple bulgare lui-même par suite de la création de l'Exarchat pouvait consolider sa situation à l'intérieur de l'Empire turc dans ses propres frontières ethnographiques, la seconde raison principale d'une telle politique, qui dégénéra en une lutte désespérée à vie et à mort, fut l'insuccès diplomatique de la conclusion du Traité de Berlin, aux termes duquel l'Autriche-Hongrie occupait l'Herzégovine et par là ravissait à jamais aux Serbes

tout espoir d'atteindre dans cette direction la mer Adriatique *). La Serbie devait maintenant viser à se frayer de nouveaux chemins à travers d'autres pays et c'est pourquoi la propagande serbe trouva après la guerre turco-russe (1879) de la part du Royaume de Serbie un appui généreux de grande envergure. Et encore plus après la tentative malheureuse (1885) d'arrondir le territoire serbe à l'est après la campagne serbo-bulgare, le salut futur de la Serbie fut regardé comme devant venir de la propagande ; on mena maintenant ce combat dans une agitation nerveuse avec aigreur et même avec une haine féroce et avec cruauté. C'est alors qu'on eut recours à une autre arme — au régime des bandes. — Partout où l'art de la persuasion serbe, corruption, exhortations amicales et menaces ne pouvaient arriver à tourner la population contre l'Exarchat et à faire disparaître les écoles bulgares comme le nom de « Bulgare », apparurent à la rescousse les bandes avec leur terrorisme. Pour le dehors ces bandes servaient aussi aux Serbes à prouver que le mouvement révolutionnaire en Macédoine n'était pas seulement bulgare, mais encore serbe. Ordinairement les bandes serbes agissaient d'accord avec celles des Grecs. Cette entente était facile à atteindre car leur but à toutes deux était commun : il s'agissait d'étouffer l'esprit national bulgare en Macédoine ; la collaboration des deux peuples se trouva encore encouragée par la facilité de la délimitation de leur champ d'activité respectif. En outre les autorités turques durant le règne du sultan Abdul Hamid, qui avait promu en principe de sa politique intérieure la devise « *divide et impera* » accordaient souvent aux bandes serbes protection et appui, et un appui très actif.

* * *

C'est sur la population de la Pomoravie (Nisch, Pirot, Vrania, Leskovetz et, plus à l'est,

*) Enquête dans les Balkans. P. 6.

à Trn et Breznik) que, pour la première fois, la Serbie employa la terreur comme moyen d'agitation, à l'époque de la guerre turco-russe, lorsqu'elle occupa ces contrées et, plus tard, lorsque ces derniers lui eurent été définitivement cédés par les décisions du Congrès de Berlin. A l'époque de l'occupation, ce terrorisme visait à contraindre la population bulgare à demander l'incorporation à la Serbie ; après le traité de Berlin on voulait par là arriver à la dénationalisation des Bulgares. L'histoire a conservé bien des témoignages de cette terreur, surtout pour la période d'occupation *). Elle fut si intolérable que les habitants de Pirot furent obligés au mois d'août d'adresser à l'empereur de Russie lui-même une protestation le priant de les délivrer de la « libération » serbe, à la suite de quoi ce dernier donna l'ordre au gouverneur de Sofia. Alabine, d'envoyer des troupes pour occuper Pirot. Pour empêcher l'exécution de cet ordre, les Serbes eurent recours à la corruption et redoublèrent de terrorisme, à l'égard de la population. Le succès couronna leurs douteux efforts.

Le même terrorisme, à peine modifié, fut encore employé par les Serbes lors de l'occupation de la Macédoine pendant la guerre des Balkans ainsi que plus tard lorsque, après le traité de Bucarest, la Macédoine resta entre leurs mains. L'enquête Carnegie (pp. 35 et suiv.) a caractérisé très exactement le régime serbe en Macédoine. Le lecteur désireux de se renseigner y trouvera des détails. Nous ne dirons ici que quelques mots de la deuxième période de la domination serbe en Macédoine, et seulement dans la mesure où il s'agira de caractériser des méthodes et des moyens nouveaux de propagande en vue de la serbisation de la population bulgare. Mais laissons aux vrais représentants honorables et impartiaux de l'opinion publique des pays d'Entente, les alliés de la Serbie, le soin de se prononcer sur ce

*) Pour plus de détails, voir des faits concrets dans le « Pays de la Morava » de Tschilingiroff P. 62-72.

régime ; nous voulons même céder la parole aux Serbes eux-mêmes pour rapporter leur jugement sur leur administration en Macédoine. Même après que la guerre européenne eût éclaté et que les Anglais, par la force des circonstances, furent devenus les alliés de la Serbie et lui furent venus en aide avec des subsides, des armes et du matériel sanitaire, ils ne se firent cependant pas faute de rappeler aux Serbes les crimes que ceux-ci n'avaient cessé de commettre contre le principe des nationalités en général et contre la population bulgare de Macédoine en particulier.

La *Quarterly Review* écrivait en avril 1915 :

« Le traité de Bucarest est né sur les ruines de traités rompus ; il repose sur la base branlante de « chiffons de papier » en morceaux. Il n'est reconnu par aucune puissance, et par conséquent, on ne doit pas croire qu'il soit bien fait pour rendre caduques certaines dispositions antérieures de ces puissances formellement sanctionnées par elles. Le traité de Bucarest présente une série de points extraordinaires, pour la fixation desquels la vengeance a joué son rôle et qui vont à l'encontre du principe des nationalités comme ils sont en contradiction avec les lois économiques. Il a condamné plus d'un million d'êtres malheureux à de telles conditions d'existence, qu'ils en regrettent la domination des Turcs. »

Et le *Daily Chronicle* (12 juin 1915) complétait en ces termes : « Par le traité de Bucarest, de grandes étendues de la Macédoine, qui sont bulgares de race, de dialecte, de religion ainsi que de par leurs sympathies nationales ont été annexées à la Serbie et à la Grèce. La Serbie en a reçu la plus grande partie et, par les méthodes extrêmement sévères, d'après lesquelles elle les a gouvernées jusqu'à la guerre, elle a provoqué dans la population un état d'esprit désespéré. Les causes de ce dernier ne pourraient disparaître que par certaines « rétrocessions » de territoire ; aussi longtemps qu'elles n'auront pas eu lieu, la Serbie et la Grèce d'une part et la Bulgarie de l'autre, seront pendant des générations entières

dans l'impossibilité d'être de bons voisins. Un sentiment de vengeance subsistera et il paralysera toute action des Etats des Balkans, ainsi que cela a été le cas depuis le mois d'août ».

Dans la revue « Commun Cause » (9 avril) M. Brailsford fait un exposé de la question macédonienne, à partir de la guerre russo-turque jusqu'à l'injuste traité de Bucarest, qui a livré certaines contrées indubitablement bulgares à la Grèce et la plus grande partie de la Macédoine bulgare à la Serbie, et dit entre autres :

« Elle est ingrate la tâche de décrire le sort de la Macédoine sous la domination serbe. Les détails sont exposés dans le rapport de la Commission internationale Carnegie, dont je faisais partie. Aujourd'hui, nous préférons tous nous rappeler seulement avec quelle bravoure les Serbes se sont battus contre des forces bien supérieures et comment ils souffrent, au moment même de leur victoire, du fléau du typhus. Il nous faut néanmoins, faire ressortir les faits eux-mêmes. Ils ont aboli l'église bulgare ; ils ont chassé ses évêques et ses instituteurs ; ils se sont approprié les églises et les écoles et ont forcé les notables des villages, sous peine d'exil, à se déclarer sujets serbes loyaux, Serbes de race et d'élection. Ils gouvernent suivant un système du droit de la guerre, dont on ne saurait que difficilement trouver le pareil dans les annales du militarisme contemporain. Si la Serbie, comme résultat de cette guerre devait obtenir de l'Autriche des territoires serbes étendus et par là un littoral le long de l'Adriatique, elle devrait rendre à la Bulgarie la partie bulgare non contestée de la Macédoine, avec les villes de Bitolia et d'Okhrida. Je dis de « rendre » parce qu'en 1912, dans ce malheureux « chiffon de papier » — le traité serbo-bulgare, — la Serbie a reconnu ces contrées comme étant bulgares et a renoncé à toute prétention sur elles. Et si aujourd'hui elle se trouve en grand péril, c'est qu'elle n'a pu se résoudre à ce sacrifice, au lendemain duquel elle recevrait aussitôt le secours

de la puissante armée bulgare. La Macédoine a joué le rôle principal dans la naissance de cette guerre mondiale. Elle continuera encore à menacer la paix durant une génération, si le régime définitif de la situation de la Péninsule des Balkans ne devait pas donner satisfaction à ses vœux nationaux ».

L'Etoile belge du 1^{er} avril 1914 :

« La Serbie fait tout son possible et ne s'arrête devant rien pour serbiser les Bulgares macédoniens. Les Serbes constituent une minorité insignifiante en Macédoine. La grande majorité est bulgare par la langue, par les sentiments et par la religion. Bitolia, par exemple, est une ville purement bulgare. On le sait très bien à Belgrade et c'est la raison pour laquelle on ne veut à aucun prix accorder à ces nouveaux sujets les droits dont jouissent tous les habitants de la Vieille-Serbie. Avant de leur accorder droits et libertés, le gouvernement serbe veut les assimiler et leur imposer la langue et la nationalité serbes. C'est pour cela qu'il ferme les églises et les écoles bulgares et lorsque ces mesures paraissent insuffisantes, il ne recule même pas devant l'assassinat des insoumis de ce genre, après les avoir au préalable qualifiés de rebelles et d'assassins ».

Le journal tchèque le *Tchas*, en examinant la révision imminente de la constitution et la solution de la question de la succession au trône en Serbie, exprime l'opinion qu'il serait de la plus grande importance d'organiser équitablement l'administration dans les nouveaux territoires.

La situation présente dans la nouvelle Serbie est intolérable et va non seulement à l'encontre de la constitution, mais encore de tous les principes économiques et civilisateurs.

Le *Corriere d'Italia* du 6 janvier 1915, écrit encore :

« Lorsque l'existence de la Serbie parut sérieusement menacée par l'invasion autrichienne, les Serbes cherchèrent à obtenir, au nom de la

fraternité slave, l'assistance de la Bulgarie. Mais à présent que le péril autrichien est provisoirement conjuré, les Serbes sont redevenus arrogants et provocants et, oublieux du slavisme, auquel ils ne se réfèrent que dans les moments critiques, ils ont repris avec une cruauté inouïe les persécutions contre les Macédoniens. Des centaines de fugitifs arrivent chaque jour en Bulgarie et racontent les horreurs que la cruauté sanguinaire serbe a sur la conscience dans toutes les régions de la Macédoine. A Sofia, on se demande avec amertume, pourquoi la Triple Entente n'entreprend pas des démarches auprès du gouvernement serbe pour mettre fin à cette situation et on fait remarquer qu'en laissant sous ce rapport, pleine liberté aux Serbes, les puissances de l'Entente ne sauraient espérer gagner les sympathies de la Bulgarie. »

Les *Radnitchké-Noviné* de Belgrade, du 12 avril 1914 écrivent dans une critique de la décision du gouvernement serbe d'envoyer dans les anciens territoires du royaume les soldats recrutés dans les nouveaux, et d'envoyer, au contraire, dans ces derniers les jeunes soldats des anciens territoires :

« La conclusion de cette mesure est un blâme pour le gouvernement serbe qui, cela est évident, n'estime pas la situation de la Serbie suffisamment sûre dans les nouveaux territoires et prend des mesures devant amener à tout prix la soumission des masses asservies et, plus tard, leur assimilation. »

Le 17 avril 1914, ce même journal écrit :

« Le Ministère de l'Intérieur permet et tolère en nouvelle Serbie l'activité purement politique, appelée « la Défense nationale » (*Narodna-Odbrana*), qui est entièrement sous l'influence de « la Main Noire » ; il la laisse s'immiscer sans responsabilité aucune dans l'administration des nouveaux territoires et, sans aucun choix des moyens, assurer ainsi à son organisation d'une manière impudente et illégale par le pillage et le dépouillement de ce peuple accablé, des possibilités

d'enrichissement. Cette puissante organisation est plus forte que la police. « La Main Noire » possède aujourd'hui encore le droit de prononcer des arrêts, de frapper et de mettre à mort. Et tout cela se passe sous le manteau du patriotisme. »

A propos des paroles adressées par Sazonoff à la Serbie et à la Grèce, à savoir : qu'il ne suffit pas d'occuper une contrée, mais qu'il est encore indispensable de gagner l'amour et la confiance de la population, la *Pravda* de Belgrade, fait remarquer dans un article de fond de son numéro 135 de l'année 1914 que « M. Sazonoff a parfaitement raison » et que dans les nouveaux territoires serbes, l'administration actuelle « non seulement ne saurait gagner l'amour et la confiance de qui que ce soit, mais qu'elle provoque bien plutôt le mécontentement, là même, où on ne pouvait pas du tout s'y attendre ».

Le *Piémont* de Belgrade dit à ce sujet dans son numéro du 8 avril 1914 :

« Les territoires récemment libérés sont un véritable enfer, les fonctionnaires de police de Stojan Protitch, protégés par leur ministre tout puissant se sont transformés en brigands. Il n'y a pas le moindre petit coin de Vieille-Serbie, qui ne soit dépouillé par ces détresseurs de grands chemins en uniforme. Le régime des nouveaux territoires ébranlera notre pays jusque dans ses fondements. »

Le journal russe *Rousskojé Slowo* du 28 avril 1914 publie une correspondance de son collaborateur de Belgrade, M. G.-V. Darsky dans laquelle il est dit :

« Le talon d'Achille de la politique intérieure serbe est l'arbitraire administratif en Nouvelle-Serbie. Cela est de plus en plus évident, surtout à Skopié, le centre intellectuel et économique de la Macédoine.

» Les professeurs serbes ont écrit des volumes entiers pour prouver que la Macédoine est presque exclusivement peuplée de Serbes autochtones. Malgré cela, après la guerre il a été

nécessaire d'introduire dans ce pays des lois d'exception draconiennes et l'état de siège. Les restrictions draconiennes existantes dans la Macédoine serbe actuelle constituent le meilleur commentaire aux travaux des professeurs sur la composition ethnographique de la population macédonienne. Les « libérateurs » ont peur des « libérés » et la police toute puissante, la police en uniforme comme la secrète, a posé sa main sur tout le système vasculaire du pays et y répand ainsi, d'une manière imperceptible et insensible, le poison de l'illégalité et du bon plaisir personnel. »

*
*
*

Les arguments de la propagande serbe sont d'une nature très variée. On peut les grouper dans les catégories suivantes : 1^o Historiques ; 2^o Ethnographiques et linguistiques ; 3^o Economiques ; 4^o Géologiques ; 5^o Juridiques et 6^o dans celle des arguments de la force brutale.

Il est évident que l'argument le plus logique d'une politique qui tend à la conquête de territoires étrangers et vise à la domination d'autres peuples, comme c'est le cas pour la politique serbe, serait un argument de la toute dernière catégorie. Car alors elle ne se cor redirait jamais en voulant par exemple mettre les pays serbes à l'abri d'entreprises étrangères. Aussi la situation du gouvernement de Paschitch a-t-elle toujours été lamentable au dernier degré, lorsqu'elle voulait défendre les intérêts serbes contre les prétentions italiennes dans la Péninsule des Balkans et, en premier lieu, dans la question de l'Adriatique ou encore lorsque le gouvernement serbe parlait du principe des nationalités du droit des petits États de vivre librement dans les limites de leur nationalité ou bien encore du caractère sacré des traités internationaux. Cette contradiction a été établie de la manière la plus claire par le correspondant du *Rousskojé Slowo* déjà mentionné : « Les professeurs serbes, a-t-il dit, ont écrit des volumes entiers pour prouver

que la Macédoine était habitée presque exclusivement par des Serbes indigènes. Et cependant il parut nécessaire d'introduire dans ce pays, après la guerre, de dures lois d'exception et « la loi martiale ». Cet argument voulant être logique d'une politique de violence détruisait d'un coup toutes les constructions artificielles d'agitateurs habiles et de professeurs érudits.

L'arme la plus importante des premiers agitateurs serbes était empruntée à l'histoire. Il fut un temps où le roi serbe Douschan régnait sur la Macédoine. La Serbie ayant perdu tout espoir de recueillir son héritage légitime ou d'obtenir un droit de propriété sur les pays serbes de l'ouest, devait y trouver le moyen d'intenter, à propos de la Macédoine, un procès contre la Bulgarie, en faisant valoir l'antériorité. Et pourtant les preuves à cet égard étaient fort peu convaincantes. On entreprit aussi de maquiller l'histoire. Mais les documents et les témoignages du passé ne supportent que difficilement l'intervention de la main du falsificateur. S'il avaient eu à faire à des vivants, les agitateurs serbes, auraient su comment il fallait procéder. On a d'abord recours à la puissance de l'or et, en cas d'insuccès, on peut toujours dire que les Bulgares ont acheté quiconque a l'affront de proclamer la vérité. Les frères Buxton, MM. Brailsford, A. Baschmakoff, P. Miliukoff, le Prof. Louis Léger, les membres de la Commission d'Enquête Carnegie et tout une foule de publicistes notoires, défenseurs de la vérité, devaient eux-mêmes faire l'expérience que les Serbes les traiteraient d'individus partiaux, soudoyés et menteurs. Pour le grand malheur de cette entreprise de la propagande serbe, l'histoire conserve les documents et les témoignages des morts ; leurs âmes immortelles ne peuvent être atteintes ni par les injures ni par les glorifications. Nous avons déjà indiqué que le roi Douschan lui-même appelait Bulgares ses sujets de Macédoine. Et c'est de nouveau l'histoire qui nous apprend que sa domination sur ce pays n'a été que de très courte durée. D'ailleurs l'histoire de Serbie ne nous livre aucun

fait de nature à servir de fondement, même de loin, aux grandes prétentions actuelles des chauvins serbes. C'est ainsi que leurs projets tendent à l'annexion du Banat, de la Batchka, de la Sirmie, de la Dalmatie, de la Croatie et de la Slavonie à un futur empire de Grande-Serbie. Or, dans le passé, jamais ces pays n'ont été au pouvoir des Serbes. Les Serbes ont possédé pendant bien moins de temps que les Bulgares, la rive droite de la Morava avec Belgrade et Branitchévo ; et ce n'est que pendant peu de temps qu'ils ont dominié de nos jours sur une partie de l'Albanie avec Durazzo ; malgré cela, ils se sont permis de comprendre également ce territoire dans leurs plans de conquête.

Jusqu'au début du xiii^{me} siècle — jusqu'à l'époque d'Etienne Nemanja (1217) — on voit le peuple serbe divisé en plusieurs principautés sans importance et menant une existence que ne relève aucun grand événement. Ces principautés sont celles de Zeta et de Raschka qui luttent pour l'hégémonie et se trouvent presque continuellement sous l'influence prépondérante ou même sous la vassalité formelle soit de la Bulgarie, soit de Byzance, soit enfin de la Hongrie ! Jusqu'à Etienne Ourosch III (Miloutin), la Serbie ne dépasse pas le rempart du Schar-Planina. Ce n'est qu'en 1282 que les Serbes soumettent la contrée de Skopié ; après la bataille de Velboushid (le moderne Kustendil) ils pénètrent jusqu'au centre de la Macédoine et dans la vallée de la Strouma (1330). Sous le règne de Douschan, ils étendent leurs possessions de Macédoine vers le sud et l'ouest et enregistrent, par conséquent, dans cette période, la seule ère de politique de conquête impérialiste de leur histoire, ainsi que l'avoue le professeur serbe M. St. Stanojévitch^{*)}. La Macédoine centrale et celle du sud ne sont en tout en leur pouvoir que pendant un laps de temps de quarante-quatre ans^{**}) (1345-1389).

*) Que veut la Serbie ? p. 78 (en serbe).

**) N. P. Kondakoff. Macédoine, St-Petersbourg 1909, P. 292.

Quelques villes de ces deux parties de la Macédoine ont même été moins longtemps encore sous la souveraineté serbe. Le rôle historique de la Bulgarie dans les Balkans est beaucoup plus important ; ses liens avec la Macédoine sont de nature ethnique et civilisatrice. Ils sont d'ancienne date et solides.

Les Bulgares sont les premiers à fonder un empire slave dans la péninsule balkanique (679). Le chef bulgare Kroum, après la prise de Sofia (817), pénètre avec son armée en Macédoine. Après la conversion au christianisme sous Boris (865), l'individualisation ethnographique des Slaves commence à prendre corps. Sous son règne et celui de son successeur Siméon (892-927), la Bulgarie devint un centre de la civilisation slave ; les disciples des apôtres slaves Cyrille et Méthode, Clément, Gorazd, Sava, Naoum et Angélarins donnent une base solide à la liturgie et à la littérature slaves ; cette floraison coïncide avec la fin de la cristallisation des Slaves de Macédoine en une nation. Le foyer de cet événement historique est la Macédoine où Ochrida, comme ville épiscopale de de la grande personnalité qu'était Clément, joua un rôle capital. Après la soumission du royaume de Bulgarie orientale de Pierre par l'empereur Jean Tsimiscès (972), l'empire de Bulgarie occidentale avec les résidences de Sofia, Vodena, Préspa et Ochrida, conserve son indépendance jusqu'en 1018. Sous le second empire bulgare (1186-1241), sous Ivan Asen II (1212-1241), la Macédoine, la Thrace et la Mysie constituent de nouveau un Etat bulgare. Ce n'est qu'après la bataille de Velbujd, que la Macédoine est détachée de la Bulgarie comme partie intégrante, mais en conservant même dans le cadre de l'Etat serbe son caractère de pays franchement slavo-bulgare et en gardant son caractère national bulgare à travers les siècles qui nous séparent de cette époque.

Quatre siècles durant, la vie nationale et intellectuelle de la Macédoine reste par conséquent immuablement la même. La Macédoine partage la grandeur politique et la décadence de la Bulgarie, en devenant même pendant un temps, le

centre politique et moral de tout le peuple bulgare.

Néanmoins, les Bulgares n'ont jamais fondé leurs prétentions au sujet de la Macédoine sur des droits quelconques tirés de l'histoire, droits dérivant d'une longue appartenance de ce pays à la Bulgarie, pas plus que, sur la base de droits semblables, ils n'ont élevé la prétention de s'approprier des pays serbes, bien que l'histoire nous enseigne que la Bulgarie a régné sur la Serbie plus longtemps que les Serbes eux-mêmes n'ont peut-être été les maîtres indépendants et libres de leur propre pays. Ces sortes d'arguments font partie des titres juridiques les plus naïfs dont un Etat à l'époque actuelle de la civilisation puisse se servir pour justifier ses tendances expansionnistes. A fouiller dans le passé, chaque Etat de l'Europe centrale pourrait faire valoir avec facilité des preuves et des justifications à l'appui des prétentions légitimes sur les territoires de ses voisins.

Les arguments d'un caractère géographique et ethnographique de la propagande serbe sont encore plus faibles. En dehors de ces savants serbes, qui n'ont pas été atteints par la peste chauvine, par exemple Vouk Karadjitch, toute une pléiade de lumières de l'ethnographie et de la philologie slave d'Europe, telles que Schafarik, W. Jaguitch, Machanovitch, Grigorovitch, Gilferding, Goloubinski, Louis Léger, Weigand et autres, témoignent que la Macédoine est un pays bulgare, peuplé de Slaves qui se disent Bulgares et parlent le bulgare. Nous trouvons cette même vérité également exprimée dans les ouvrages des voyageurs les plus connus qui ont parcouru la Macédoine pour l'étudier au point de vue ethnographique et linguistique, tels que: Pouqueville, Ami Boué, Cyprien Robert, Griesebach, Blanqui, Liprandi, Ubicini, Hahn Lejean, Totzer, Arthur Evans, Kanitz, Erben, Kiepert, Sachs, lirecek, entre autres*).

* Voir des extraits des ouvrages de ces auteurs dans Ischirkov « Les Contins occidentaux des terres bulgares », Documents pp. 131-254.

Contre ces autorités scientifiques les porteparoles de la propagande serbe et, dans le nombre, aussi quelques professeurs renommés partirent en guerre.

Au début ils s'efforcèrent de faire disparaître de leurs bibliothèques et de leurs musées tous les monuments littéraires qui pouvaient soutenir les prétentions justifiées des Bulgares et réfuter les nouvelles légendes historiques mises en circulation pour les besoins de la politique de l'État serbe. Les preuves les moins réfutables à cet égard étaient, sans aucun doute, les cartes ethnographiques serbes de la première moitié du siècle dernier. Elles ont maintenant disparu des musées et des bibliothèques serbes. Il n'y a qu'à Berlin que le professeur Ischirkov *) a pu trouver une de ces cartes. Cette carte faite aux frais de l'État est annexée à l'Ouvrage de l'historien serbe Dimitri Davidovitch (1800-1838) « Histoire du peuple serbe » (Belgrade 1818, deuxième édition) et porte en tête le titre : « Pays dans lesquelles habitent des Serbes ». Or, ces pays ne comprennent ni la Macédoine, ni les villes de Nisch et de Vrania.

Après ce travail de destruction, les agitateurs serbes entreprirent de constituer des nouvelles frontières au serbisme. Là encore, une très grande variété de points de vue, de plans et d'arguments. Tandis que Milojevitch, Srétkovitch, Goptchevitch, Andonovitch, Ivanitch et autres soutiennent que de *purs Serbes* habitent la Macédoine toute entière jusqu'à Bistritza et au delà de Cavala, pour d'autres la frontière s'arrête à la Strouma et pour les troisièmes, les Macédoniens sont une « masse amorphe », une « population neutre », des « Slaves macédoniens » etc. En un mot, les frontières ethnographiques du serbisme sont aussi variées chez les différents auteurs porteparoles de la propagande grand-serbe que le sont celles de la « Vieille-Serbie », et l'on se heurte souvent à cette variété chez un même

*) Ischirkov « Les contins occidentaux des terres bulgares ».

auteur à des époques différentes. Au surplus le concept de serbisme à la même époque et chez des écrivains différents comme chez le même écrivain à des époques différentes apparaît sous un aspect très variable. Nous savons déjà comment Cvijic a effectué la méthamorphose de ces convictions dans un espace de vingt-quatre heures. On peut encore ajouter à titre complémentaire que l'un des agents de Paschitch, Marko Cemovitch, qui avait provoqué en Russie une grande sensation avec son agitation, accusait dans son livre *Le problème macédonien et les Macédoniens* (Belgrade 1913), Cvijic d'avoir commis *la faute la plus grossière* qu'on puisse imaginer avec sa théorie, que les Macédoniens ne seraient ni Serbes ni Bulgares, alors que ce sont de *purs Serbes*. Un autre professeur d'université, Milan I. Andonovitch, auteur de la brochure *Les Macédoniens sont d'illustres Serbes* (Belgrade 1913), pose la question de savoir si un savant serbe, qui a été assez sacrilège envers la science serbe pour soutenir que les Slaves de Macédoine n'étaient pas serbes, avaient le droit d'occuper une chaire dans une université serbe ? Ce même Andonovitch édita en 1903 une « Carte de la presqu'île des Balkans et des régions serbes du Royaume de Serbie » (Belgrade). Sur cette carte, les frontières orientales de la Serbie englobent Vidin, Rahovo, Lom, Kula, Berkovitz, Vratza, Sofia, Samokov, Dupnitsa, Kustendil, toute la vallée de la Strouma et une partie de celle de la Mesta, jusqu'à Drama. Au sud se trouvent désignés comme territoires serbes Lerin, Kostour, Kaïlari, Voden, Ber, Kara-Féria, Négousch, Yénidjé-Vardar, Koukousch, Demir-Hissar et Sérès. Andonovitch faisait même passer en contrebande comme ayant été au pouvoir de Douschan les villes de Sofia, Vidin, Lom, Cavala, tandis que d'après l'historien serbe contemporain le plus compétent, St. Stanojévitch, ces villes n'ont jamais fait partie de l'État de Douchan *).

* Cf. la carte « l'Empire de Douschan » qui est annexée à l'Histoire du peuple serbe de St. Stanévitch.

Il va sans dire que, plus tard, M. Stanojévitch soumit ses opinions ethnographiques à une révision complète. En 1915, en effet, il publia une carte ethnographique sur laquelle la Macédoine tout entière faisait partie du territoire national serbe. Le journal serbe *Odjek*, lui reprocha de n'avoir pas inclus aussi dans cette carte « tous les districts serbes du Royaume de Bulgarie », tandis que le journal grec *Kéri* du 8 juillet 1915 s'indignait de ce que le professeur serbe serbisât tout jusqu'à Serfidsché et ajoute ce qui suit : « Il aurait suffi aux Serbes de rencontrer sur la carte une autre dénomination semblable pour leur faire dire même que ce sont des Serbes qui habitent la Vieille-Grèce ».

Un des agitateurs serbes les plus en vue et les plus actifs, qui écrit et parle surtout pour l'étranger, est le Prof. Cvijic que nous connaissons déjà. La géographie et l'ethnographie constituent sa spécialité scientifique ; cependant, il a trouvé que ces branches ont des liens de parenté avec la philologie et il se consacra à cette science avec un zèle égal à celui avec lequel il tirait de la géographie et de la géologie des preuves en faveur de sa politique serbe de brigandage. Nous examinerons ultérieurement de plus près ses arguments géographiques ; pour le moment disons quelques mots de ses théories philologiques. Après que toutes les autorités sans exception en matière d'ethnographie et plus encore en matière de philologie, se sont avec une précision qui ne souffre absolument aucune réfutation, prononcées en faveur des origines de la population macédonienne. M. Cvijic ose assumer la lourde tâche de démontrer autre chose qui, à son tour, subit aussi l'inévitable évolution conformément aux lois de la littérature de propagande serbe. En opposition aux recherches critiques et définitives du célèbre archéologue et ethnographe tchèque prof. Niederlé sur l'ensemble de la littérature concernant la question macédonienne, recherches qui sont consignées dans son travail de 1901 paru en seconde édition en 1903, et plus tard encore en 1909, dans

la *Revue du Monde Slave contemporain*, éditée par l'Académie russe, étude dans laquelle se trouve établie d'une façon inattaquable la vérité acquise que les Slaves macédoniens sont des Bulgares, M. Cvijic apparut avec son ouvrage sur l'ethnographie de la Macédoine. Mais il ne rencontra pas l'approbation d'un seul savant slave. Il osa avec la hardiesse d'un dilettante en philologie et en ethnographie, chercher à prouver que la population de Macédoine était slave, mais qu'elle n'était ni bulgare, ni serbe (*Remarques sur l'ethnographie de la Macédoine* *). Telle était l'opinion de Cvijic, tant que la Serbie menait une politique turcophile. Plus tard, en 1913, il écrivit dans *Petermann's Mitteilungen* l'article : « Les frontières ethnographiques des peuples balkaniques » avec une carte sur laquelle le territoire de ces « Slaves-Macédoniens » et « neutres » se trouvait considérablement rétréci.

Les villes de Skopié, Koumanovo, Tétovo, Debar ne font déjà plus partie de la Macédoine. Même Egri-Palanka, Kratovo, Ovtché-Polé, Pripel et Krouschevo qui, suivant sa brochure de 1912, faisaient partie du « territoire ethnographique bulgare », étaient devenus serbes dans le courant d'un hiver. Un autre trait caractéristique de la littérature de propagande serbe, c'est que l'ensemble de la littérature philologique et ethnographique, toutes les autorités que Cvijic indique comme source et qu'il invoque à l'appui de ses résultats, se prononcent contre lui et sa carte ethnographique **). (N. B. Dans toute cette liste bibliographique du professeur serbe on chercherait en vain une allusion à la réponse de M. le Prof. Ischirkov que nous avons déjà mentionnée.) C'est ainsi, par exemple, qu'il cite Niederlé, alors que tout le monde sait que sur les cartes ethno-

*) C'est à cela que M. Ischirkov répond avec son travail : « Etudes ethnographiques sur les Slaves de Macédoine », traduit aussi en français. Mais M. Cvijic n'a même pas cherché à répondre aux arguments accablants qu'on lui opposait.

**) Prof. L. Miléitch. La Science et la politique de l'Etat serbe (Article de l'« Echo de Bulgarie » N° 2 de l'année 1913).

graphiques de Niederlé, les Slaves-macédoniens sont indiqués comme Bulgares; il appelle à son aide aussi le nom plein d'autorité de Florinski, qui cependant attribue les villes de Pirot, Leskovetz et Vrania au territoire ethnographique bulgare. Pour donner une idée du caractère scientifique des productions ethnographiques et philologiques ainsi que de la solidité des arguments des travaux de Cvijic, citons le passage suivant: « Au sud de Skopié jusqu'à Salonique vit une population de race slave qui n'a pas de sentiment national bien déterminé. Tous ceux qui se disent Serbes ou Bulgares, n'ont qu'une conscience superficielle de leur nationalité et qui a été provoquée par une propagande récente. Je considère cette masse slave, hésitante au point de vue national, comme une nation neutre et je la comprends sous le vocable de « Slaves-Macédoniens ». Et, un peu plus loin, il répète: « la moitié de ces Slaves-Macédoniens sont privés de sentiment national et aucune étude, soit ethnographique, soit linguistique, n'a pu fournir une base solide, pour établir si ce sont des Serbes ou des Bulgares ». Tout aussi convaincants sont les arguments de Cvijic tirés de sa spécialité, la géologie. Il a développé ses théories à ce sujet bon nombre de fois et à des endroits différents. Nous les présentons tels qu'il les formula lui-même dans le journal *La Serbie*, du 13 octobre 1916.

« Il existe des nécessités géographiques et économiques inévitables. En voici une des plus patentes: les vallées de la Morava et du Vardar constituent une unité géographique et sont destinées à former un seul État. C'est là précisément qu'il faut chercher l'origine de la tendance constante de la Serbie moravienne à s'élargir dans la direction du sud, vers la vallée du Vardar. Au point de vue territorial, c'est l'unique tendance manifestée par la Serbie et qui, jusqu'en 1873, fut presque inconsciente. Après l'affranchissement de la Serbie pendant les années 1804-1815, les trois agrandissements consécutifs de 1833, 1878 et 1912, le dernier, eurent lieu chaque

fois dans la direction du sud d'abord, par l'occupation des embouchures des deux Morava près de Stalatz et d'Alexinatz (1833), puis, par celle de la vallée de la Morava du sud avec Nisch (1878) et en tout dernier lieu, par l'annexion d'une grande partie du bassin du Vardar (1912). Cette extension vers le sud réfute d'une manière catégorique les assertions des Bulgares qu'ils ont réussi à poser à la presse et aux bulgarophiles de l'Europe occidentale. Depuis 1880, la ligne du chemin de fer de Belgrade-Salonique était terminée; le développement économique et commercial prit un essor puissant; l'agrandissement de la Serbie vers le sud acquit une tendance consciente et devint un programme national. Enfin, la guerre économique éclatant entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie démontra à chaque paysan serbe que sans la vallée du Vardar un Etat serbe viable était une impossibilité.

« Si la Serbie n'existait pas, ainsi que c'est momentanément le cas, et si un autre Etat, comme à cette heure l'Autriche-Hongrie dominait la vallée de la Morava, ce dernier tenterait infailliblement de descendre dans le bassin du Vardar et plus bas sur Salonique. »

« Pour la Bulgarie, la vallée du Vardar n'a presque aucune d'importance. Elle en est séparée par le Rila, les Rhodopes et les Monts d'Oso-govo, chaînes de montagnes qui appartiennent aux plus élevées comme aux plus massives de toute la Péninsule des Balkans. A l'exception des Alpes et des Pyrénées, on ne trouve nulle part en Europe d'aussi grandes frontières naturelles que ces massifs montagneux, qui s'étendent entre la Bulgarie et la Macédoine. »

« Outre cela, la vallée du Vardar est périphérique par rapport à la Bulgarie; elle n'attire pas à elle les grandes voies de communication économiques et commerciales de la Bulgarie qui toutes, sans exception, sont dirigées vers la mer Noire ou bien vers les portes de la mer Egée. Ces derniers sont les débouchés naturels des vallées de la Maritza et de la Mesta. Tous les

éléments morphologiques de la Macédoine. La moitié orientale de la Péninsule tourne le dos à cette contrée. La Bulgarie et la Macédoine ne sont pas une unité géographique et elles ne sauraient constituer un même Etat que temporairement, grâce au concours de circonstances particulières, mais qui ne pourraient être de longue durée.

« Ainsi donc, les Bulgares sont rejetés de la Macédoine par la force même des choses. »

Au sujet de ces théories de Cvijic, le professeur Derjavine de Pétersbourg *) écrit ce qui suit :

« Ainsi donc, comme le voit le lecteur, le point de vue du Prof. Cvijic proclamé par lui en 1906, au sujet de l'unité géographique de la Serbie et de la Macédoine, liées entre elles par la ligne de communication de la Morava et du Vardar. Ce point de vue, dis-je, surtout en tant que basé sur certaines données de la géologie est entré dans la conscience de larges couches du peuple serbe ; tout donne à croire qu'il fait partie aujourd'hui des éléments fondamentaux de l'horizon national serbe. Je ne sais si, en dehors du Prof. Cvijic, quelqu'autre savant s'est encore prononcé en Serbie sur cette question, au reste, cela m'importe peu, mais je suis profondément convaincu que si cette idée a été exprimée par un autre avant même les recherches géologiques du Prof. Cvijic, c'est à ce dernier que revient le mérite de l'avoir présentée comme provenant de données scientifiques aussi fortement convaincantes pour les destinées politiques du peuple serbe, qu'elles ne le sont pas pour tout lecteur non serbe. En effet, personne n'ignore qu'en présence des progrès actuels de la science technique et du perfectionnement des voies et moyens de communication, d'une part, et devant les tendances du tout puissant capital, de l'autre, les théories géologiques d'unité territoriale des contrées voisines ne peuvent avoir aucune impor-

*) Les rapports bulgaro-serbes et la question macédonienne, p. 13-14 (en russe).

tance politique décisive ; au contraire, plus elles sont convaincantes, plus elles peuvent motiver la convoitise de l'adversaire qui est d'autant plus convaincu de la valeur du territoire contesté. L'unité géographique et géologique de la Dobroudja et de la Bulgarie n'a pas sauvé la première des spoliateurs roumains. L'abîme géologique évident entre la Russie et le Caucase n'a pas empêché leur union politique et intellectuelle. Voilà pourquoi l'essai de baser les tendances politiques sur les principes de la géologie, même si ces derniers étaient en eux-mêmes les mieux établis, ne sauraient toujours avoir force probante. Cette tentative devient encore moins convaincante lorsque le géologue mêle à sa géologie des opinions nationalistes primitives. »

Pour faire ressortir plus clairement encore le caractère tout à fait artificiel de toute cette construction de propagande du Prof. Cvijic, il suffit de jeter un coup d'œil sur l'histoire de la Bulgarie. Déjà dans ces temps reculés où les moyens de communication de nos jours faisaient défaut, la Bulgarie et la Macédoine formèrent quatre siècles durant un seul et même Etat. Il est avéré, du reste, que la Serbie est poussée à l'agrandissement vers le sud par la nécessité de chercher des conditions de vie sur la ligne de moindre résistance. L'agrandissement vers l'Autriche-Hongrie lui était impossible ; du côté de la Bulgarie et de la Macédoine ce fut pour elle une « nécessité naturelle ». Non moins convaincante et instructive est la situation de la Bulgarie jusqu'à ces temps derniers. Les Bulgaries du nord et du sud sont séparées l'une de l'autre par d'importantes chaînes de montagnes et cela ne les a nullement empêchées, malgré toutes les résistances, de se réunir en un Etat commun. Bien plus, la solidarité qui fut créée entre ces différentes parties du pays par un esprit national commun, leur procura en 1885 la force de chasser les Serbes au delà de Pirot et Nisch et de réaliser ainsi leur unité, malgré bassesses et guet-apens des Serbes.

Et ce ne sont aucunes conditions naturelles qui ont chassé les Bulgares de Macédoine en 1913, mais bien la trahison de cette même politique serbe qui, à l'esprit national bulgare immortel, partout en éveil et tout-puissant, cherche à opposer l'obstacle de falsifications de l'histoire, de malhonnêtes manipulations de la science et la force inanimée des montagnes.

Les autres arguments de la propagande serbe, à savoir : les arguments juridiques, puisés dans le traité de Bucarest et, avant lui, dans le traité d'alliance avec les Bulgares, ainsi que les arguments sanguinaires, consistant à dire que la Macédoine, affranchie par le sang serbe, devait aussi demeurer serbe, sont des arguments sur lesquels l'Enquête Carnegie et la diplomatie européenne elle-même se sont déjà prononcées à l'unanimité. Elles ont reconnu que l'œuvre de Bucarest est un acte arbitraire et ont solennellement déclaré que l'exigence de la Bulgarie de se réunir à ses frères de race de Macédoine est à la fois fondée et juste.

Après ces constatations ce serait un travail inutile et ennuyeux que de répéter, les vieilles disputes casuistiques serbo-bulgares de l'année 1913.

* * *

Pour être conséquent avec tout l'exposé des questions traitées ci-dessus, où nous avons laissé parler sur les relations entre Serbes et Bulgares, des juges impartiaux, représentant la science et l'opinion publique européennes, de préférence des personnalités provenant des pays qui dans le conflit des peuples actuel, appartiennent au camp de l'Entente et sont des alliés de la Serbie, nous allons encore, comme conclusion finale de notre travail, reproduire l'opinion d'un des hommes d'Etat les plus importants de la Russie. En 1910, le chef des cadets, le Prof. Miliukoff, écrivait dans son ouvrage paru en langue russe sur *La crise des Balkans et la politique de A.-P. Isvolsky* (p. 261-262) ce qui suit :

« Immobilisée sur le Danube par la chaîne autrichienne, la Serbie était obligée de regarder avec désespoir comment autour d'elle, dans un voisinage immédiat, l'un après l'autre, s'égrenaient des lambeaux des territoires des Balkans qu'elle estimait siens de par le droit d'héritage ou qui devaient servir à son unification nationale et à l'agrandissement de son étendue. Dans un espace de moins de vingt ans, elle tomba de la hauteur de ses rêves — devenir le Piémont des Balkans, — jusqu'au traité secret austro-serbe de l'année 1882, qui détourna son attention du sort de ses frères de race de la Bosnie et de l'Herzégovine et la jeta traîtreusement dans la lutte contre les Bulgares en faveur des prétendus Serbes de Macédoine. Désormais, la politique extérieure toute entière de la Serbie s'épuisait en vains et débiles efforts pour se libérer de l'étai qui tenait enserré le « Royaume » et qui était profondément entré dans le corps vivant de la nation serbe.

« C'était la triste et malheureuse histoire d'un peuple qui a trouvé son expression dans le caractère national serbe : sensibilité morbide en matière de questions nationales, méfiance et orgueil national blessés, fruits de la fatale contradiction intime entre l'ambitieux idéal national et l'impuissance de fait d'en amener la réalisation, du moins à proximité tangible.

« Au contraire, jusqu'à présent, tout a secondé les Bulgares dans la voie de leur développement national. Et les succès constants en ont fait des hommes sûrs d'eux-mêmes et tenace. Avec des sacrifices relativement minimes, ils ont obtenu des résultats incomparablement plus grands. Cela a été le cas à l'époque de leur affranchissement et dans les années soixante-dix, à l'époque de leur union et dans les années quatre-vingts comme pendant toute la longue série de leurs luttes pour la solution de la question macédonienne.

« Leurs succès sont explicables exclusivement par les qualités et avantages de leur peuple comme par leurs efforts nationaux. Ces succès ra-

pides ont même attiré l'attention de leurs ennemis sur eux et ceux-ci sont disposés à les présenter comme les résultats de l'astuce spéciale des Bulgares. Cela s'explique cependant de façon plus simple : d'un côté, par les différentes constellations extraordinairement favorables des circonstances extérieures et, de l'autre, par les efforts nationaux bulgares sachant tenir compte des conditions naturelles et de la réalité. En présence de ce milieu favorable on ne saurait même considérer comme ruse ce sentiment de la réalité si l'on place en regard les maladroits revirements d'un extrême à l'autre des hommes politiques serbes à la chasse de toutes les solutions possibles, sauf la solution unique immédiate et naturelle, à laquelle leur puissant voisin s'est arrêté. C'est que le problème lui-même était simple et facile pour les uns et, difficile et compliqué, pour les autres. Il semble tout naturel que dans de pareilles conditions les uns aient tenu en main le fil continu qui s'est déroulé lui-même régulièrement et sans difficulté tandis que chez les autres il se soit rompu en tant de parties que beaucoup doutent même que les Serbes aient jamais eu à une époque quelconque une politique extérieure déterminée ».

1878

Copie de la protestation des Bulgares de Pirot et de son arrondissement contre les cruautés serbes.

*A Sa Majesté Impériale Alexandre II,
Empereur de toutes les Russies.*

Sire!

Mûs par des sentiments chrétiens et inspirés par un grand amour envers le trône de Votre Majesté, nous saisissons, à l'occasion de la glorieuse fête de Pâques, pour vous féliciter et prier le Très-Haut de vous accorder une longue vie et de raffermir Votre bras contre les ennemis visibles et invisibles,

Sire !

En apportant à Votre Majesté l'expression de nos souhaits cordiaux..., nous tous, habitants de la ville de Pirot et de tout son arrondissement, *étant de purs Bulgares*, prions très humblement Votre Majesté de bien vouloir, dans votre bienveillance paternelle envers le peuple bulgare, agréer l'humble supplique qui suit :

Majesté Impériale !

Cet hiver, pendant que vos armées victorieuses écrasaient et foulait aux pieds la Turquie, notre bourreau, et que par votre bras puissant le peuple bulgare était arraché à un esclavage cinq fois séculaire, les Serbes ont occupé presque sans coup férir notre ville de Pirot où il n'y avait alors qu'environ deux mille soldats turcs, tremblant de peur devant vos armes victorieuses, et qui se sauvèrent de nuit, après une résistance insignifiante. Maître de la ville de Pirot, les Serbes se mirent tout de suite à travailler à notre serbisation et à mettre nos signatures au bas de toutes sortes de lettres et d'adresses qui visaient ce résultat ; dans ce but ils ont eu recours à toutes sortes de mesures de violence ; vingt-cinq coups de bâtons à quiconque oserait se dire *bulgare* : emprisonnements dans de sombres cachots où les détenus, chargés de chaînes, restaient plusieurs jours de suite sans recevoir de nourriture, ni d'eau ; détention, à trois reprises, de plusieurs centaines de personnes dans la forteresse ; menace de faire sauter la cervelle de ceux qui persistaient à proclamer leur nationalité bulgare ; coups de baïonnette ; canons braqués dans les rues de la ville et aux alentours contre le peuple et les détenus qui refusent d'étouffer leur conscience et *de renier leur nationalité bulgare* : déportation de notre évêque uniquement parce qu'il défendait notre nationalité et que, comme nous, *il est Bulgare* : et d'autres vexations de tout genre qui ont obligé nombreuses personnes à fuir pour s'établir dans d'autres villes de la Bulgarie ; tandis que beaucoup d'autres font des préparatifs pour émigrer.

Nous faisons savoir de plus que trois de nos compatriotes, les nommés Mito Tchorbadjikrstov, de Pirot, Ranghel Stanočv, de Prin, et un certain Miladine de Berovitzza, arrondissement de Pirot, nos plus grands bourreaux au temps des Turcs, ayant perdu leur pouvoir tyrannique avec la déchéance de leurs complices les Turcs, ainsi que leurs revenus, fruits de leurs rapines corrompus par les fonctionnaires serbes et séduits par de belles promesses, sont ainsi que nous l'avons appris partis, récemment pour Belgrade, d'ou ils se préparent à gagner Pétersbourg, munis de fausses pièces qu'ils prétendraient tenir de nous et que nous ignorons ; leur mission serait de nous représenter comme Serbes et de solliciter Votre Majesté de nous laisser sous le gouvernement de la Serbie. Aussi, nous tous, habitants de la ville de Pirot et de tout son arrondissement, déclarons humblement à Votre Majesté Impériale que *nous sommes tous, jusqu'au dernier, de purs Bulgares, enfants de pères, aieuls et bisaieuls bulgares* : nous protestons également devant Vous et le monde entier contre ces trois individus louches et prions très humblement, avec genuflexions et les larmes aux yeux, Votre Majesté Impériale, le Libérateur des Bulgares, dans sa pitié paternelle, de ne pas nous abandonner sous le joug oppresseur des Serbes, sous lequel nous pleurerons notre vie jusqu'au tombeau, mais de daigner, dans Votre grâce ineffable, d'avoir pitié de nous comme de vos enfants les plus soumis et *de nous réunir à notre peuple bulgare, à notre mère la Bulgarie*, sous l'égide bienfaisante, protectrice et paternelle de Votre Majesté Impériale.

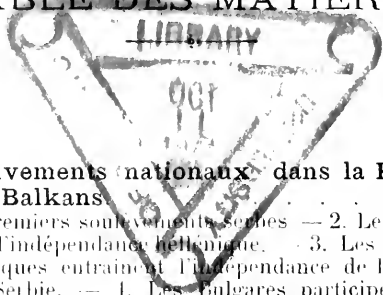
Au nom du peuple de la ville de Pirot et de tout son arrondissement, nous demeurons les plus soumis et les plus humbles serviteurs de Votre Majesté Impériale.

Pirot, 18 avril 1878.

(Sceau de la communauté suivi de plus de 200 signatures).

S. *Christov*, l. c. 297-298.

TABLE DES MATIÈRES



	Pages
Préface.	
I. Les mouvements nationaux dans la Péninsule des Balkans.	5
1. Les premiers soulèvements serbes. — 2. Le mouvement de l'indépendance hellénique. — 3. Les guerres russo-turques entraînent l'indépendance de la Grèce et de la Serbie. — 4. Les Bulgares participent aux mouvements d'indépendance de leurs voisins. — 5. Le mouvement national bulgare. — 6. Le firman de 1870 et la question macédoienne. — 7. Les premières craintes des chefs bulgares devant la propagande serbes.	
II. Aspirations serbes à l'endroit des pays bulgares.	11
1. Les méthodes de Milosch en vue d'étendre les frontières serbes. — 2. Soulèvements de Nisch, Pirot et Vidin. — 3. Le progrès culturel et politique des Bulgares dans l'Empire ottoman. — 4. Les nouvelles méthodes de la politique serbes adaptées aux conditions nouvelles. — 5. Mémoire en faveur d'une union avec la Turquie. — 6. Relations de la Serbie avec le comité révolutionnaire bulgare de Bucarest. — 7. La Serbie et la question religieuse bulgare. — 8. La politique serbe pendant la guerre turco-russe de 1878 et plus tard à l'époque du congrès de Berlin. — 9. L'expérience de 1885. — 10. La politique serbe et le partage de la Macédoine. — 11. La trahison des alliés en 1913. — 12. Les provocations serbes des années 1914 à 1915.	
III. La propagande serbe.	69
1. Discriminations des périodes suivant les lieux, les temps et les moyens. — 2. Aveux serbes sur l'appartenance bulgares de la Macédoine et de la Pomoravie. — 3. La propagande en Serbie au sujet de la Macédoine, en Macédoine en faveur de la Serbie et à l'étranger en faveur de la Serbie contre la Bulgarie. — 4. Arguments de la propagande : a) arguments historiques, b) arguments ethnographiques et linguistiques, c) arguments économiques, d) arguments géologiques, e) arguments juridiques et de la force brutale.	
Observations finales :	99
P. Miliukoff : parallèle entre les tendances nationale bulgares et serbes et la politique extérieure serbe.	
Supplément :	101
Plaintes des habitants de Pirot relativement au terrorisme serbe de l'année 1878.	

Bibliothèque des Peuples Balkaniques

Edition de la Librairie Centrale des Nationalités

RUE CAROLINE-ANCIENNE-DOUANE, 2

No 1.	La Macédoine telle qu'elle est , par M. Skopiansky	Fr. 0.75
No 2.	Aux amis d'une paix durable , par M. Skopiansky	» 0.75
No 3.	Les rapports bulgare-serbes et la question macédonienne , par N. S. Derjavine, prof. agrégé à l'Université de Petrograd	» 3.—
No 4.	La Dobroudja et les revendications roumaines , par Dr A. I-chirkov	» 0.75
No 5.	La Serbie et le mouvement national bulgare , par Iv.-Mich. Mintschew, avocat	» 2.—
No 6.	La Bulgarie et son peuple d'après les témoignages étrangers , par Dr N. Mikhoff	» 4.50
No 7.	La Macédoine et la constitution de l'Exarchat bulgare , par Dr A. Ischirkov	» 1.—
No 8.	Le nom de Bulgare , par Dr A. Ischirkov	» 1.50
No 9.	La vérité sur la Macédoine , par D. Micheff	» 1.—

EN VENTE:

Les confins occidentaux des terres bulgares , par A. Ischirkov, professeur à l'Université de Sofia	Fr. 4.—
La Bulgarie et la Dobroudja , par A. Ischirkov	» 1.—
Le pays de la Morava , par A. Tchilinghiroff	» 4.—
Atrocités roumaines en Dobroudja méridionale , par T. Panoff	» 0.50
La Débâcle serbe , par G. Bechirowsky	» 1.80
La Macédoine et les Bulgares , par E. Kupfer, maître au Collège de Morges	» 0,75
Dotation Carnegie pour la paix internationale. Enquête dans les Balkans	» 1.—
La Roumanie Inconnue , par A.-G. Issacenco	» 0.50
Le chauvinisme serbe , par Boyan Peneff, professeur à l'Université de Sofia	» 1.—
La main noire , par Command. Dobrivoï R. Lazarevitch (IX ^e régiment d'infanterie serbe)	» 0.60
Le sort politique de la Dobroudja après le Congrès de Berlin, 1878-1916 , par M. G. Markoff, professeur	» 1.—
La vérité sur la Bulgarie , par Al. Kiproff	» 1.—
Les étapes d'une unité nationale , par D. Mikoff	» 1.—

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

D
651
M3M55

Minchev, Ivan Mikhail
La Serbie et le mouvement
national bulgare

